

sous la direction de
Mathieu Perona et Claudia Senik



Le Bien-être en France *Rapport* 2022

Observatoire du Bien-être

CEPREMAP

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

Le Bien-être en France

Rapport 2022

Observatoire du Bien-être du Cepremap

Sous la direction de **Mathieu Perona et Claudia Senik**

Collège scientifique : **Yann Algan, Andrew Clark, Sarah Flèche**

Conseillère scientifique : **Elizabeth Beasley**

Assistants de recherche : **Dylan Alezra et Corin Blanc**

Directeur de la publication : **Daniel Cohen**

Observatoire du Bien-être

C E P R E M A P

Citation : Mathieu Perona (dir.) et Claudia Senik (dir.). 2023. *Le Bien-être en France, Rapport 2022*. Paris : Observatoire du bien-être, Cepremap. <https://www.cepremap.fr/publications/le-bien-etre-en-...nce-rapport-2022/>

Ce rapport s'appuie sur les *Notes* publiées par l'Observatoire au cours des années 2022 et 2023, ainsi que sur les notes de conjoncture publiées trimestriellement

© Les éditions du Cepremap, 2023
48, boulevard Jourdan – 75014 Paris
www.cepremap.fr

ISBN 978-2-9564629-4-1

2. Bonheur privé, malheur public

Au-delà de ses fluctuations conjoncturelles, certains traits caractérisent de manière stable le bien-être des Français, notamment leur pessimisme concernant l'avenir du pays, plus que le leur. Cet écart se retrouve dans la manière dont ils se représentent la société française, à l'image d'une hiérarchie pyramidale inégalitaire, mais au sein de laquelle ils sont très majoritairement persuadés d'appartenir à la classe moyenne et de connaître une certaine mobilité ascendante par rapport à leurs parents. Ces deux traits de la psychologie des Français sont au fondement de ce mélange paradoxal de bonheur privé et malheur public.

2.1 Pessimisme et passéisme

L'un des éléments marquants et constants de notre enquête trimestrielle sur le bien-être subjectif est le degré de pessimisme des Français. Leur évaluation de ce qu'ils vont vivre dans les années à venir est assez systématiquement plus négative que celle de leur situation actuelle, et leur appréciation des perspectives de la prochaine génération est plutôt sombre.

Si les jeunes sont plus optimistes que leurs aînés quant à leurs perspectives individuelles, ce clivage disparaît toutefois en ce qui concerne les perspectives collectives de long terme, toutes les tranches d'âge étant également pessimistes. À cette échelle, c'est plutôt le niveau de diplôme qui est discriminant, les diplômés d'un bac+2 et au-delà étant un peu plus optimistes. Inversement, les très pessimistes sont plus nombreux parmi les ménages modestes et peu diplômés.

Enfin, s'ils avaient le choix, beaucoup de Français préféreraient vivre dans un passé récent. Pour partie, cette appétence reflète une histoire personnelle : beaucoup choisissent la décennie de leurs 20 ans. D'autres sélectionnent une période antérieure à leur naissance, – souvent les années 1980 – une décennie associée à une image très positive aux yeux des Français.

UN NOUVEAU REGARD SUR LE PESSIMISME DES FRANÇAIS

Parmi toutes les questions de notre tableau de bord, ce sont celles qui portent sur les perspectives des générations futures (en France et en Europe hors de France) qui recueillent les appréciations moyennes les plus basses. Les perspectives de la prochaine génération en Europe, en dehors de la France, évoluent de manière assez parallèle à celles portant sur la France (Figure 2.1), tout en étant un peu plus optimistes. Le pessimisme des Français comporte donc bien une dimension

nationale : si nous ressentons une communauté de destin avec les autres pays européens, la trajection de la France nous semble moins favorable que celle de ses voisins.

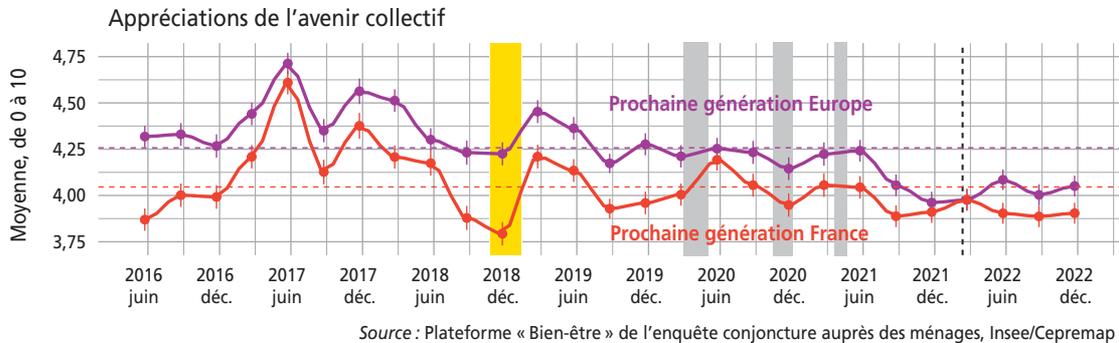


Figure 2.1

PESSIMISME INDIVIDUEL OU PESSIMISME COLLECTIF ?

Tous les Français sont-ils pessimistes pour eux et pour le pays ? Comme nous posons l'ensemble de nos questions sur le bien-être subjectif à toutes les personnes répondant à l'enquête, nous pouvons comparer le positionnement individuel des réponses.

En pratique, un peu moins de la moitié des répondants (47 %) se montrent plus négatifs quant à leurs perspectives personnelles dans les années à venir qu'en ce qui concerne l'évaluation de leur vie actuelle, 39 % sélectionnent la même note et 14 % ont une évaluation supérieure. La dégradation de l'évaluation de l'avenir en cours depuis l'été 2021 se traduit ici par une augmentation de la part des pessimistes, qui dépasse durablement les 50 % pour la première fois depuis le début de l'enquête (Figure 2.2).

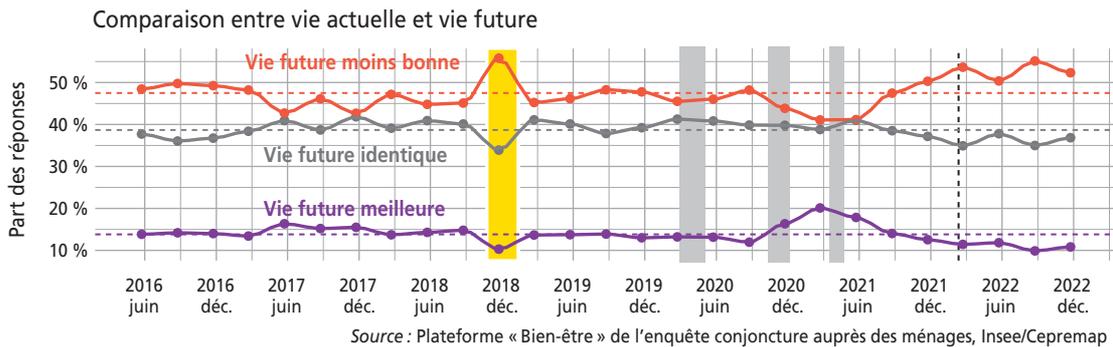


Figure 2.2

On peut également rapprocher l'évaluation par les répondants de la situation financière de leur ménage à 12 mois et du niveau de vie en France à la même échéance (Figure 2.3). On remarque alors la forte proportion de ceux qui anticipent une dégradation du niveau de vie en France, alors qu'ils sont moins pessimistes pour ce qui concerne leurs propres perspectives financières. Ils semblent anticiper une baisse assez générale du pouvoir d'achat, à laquelle leur situation personnelle (et leurs efforts) leur permettront d'échapper.

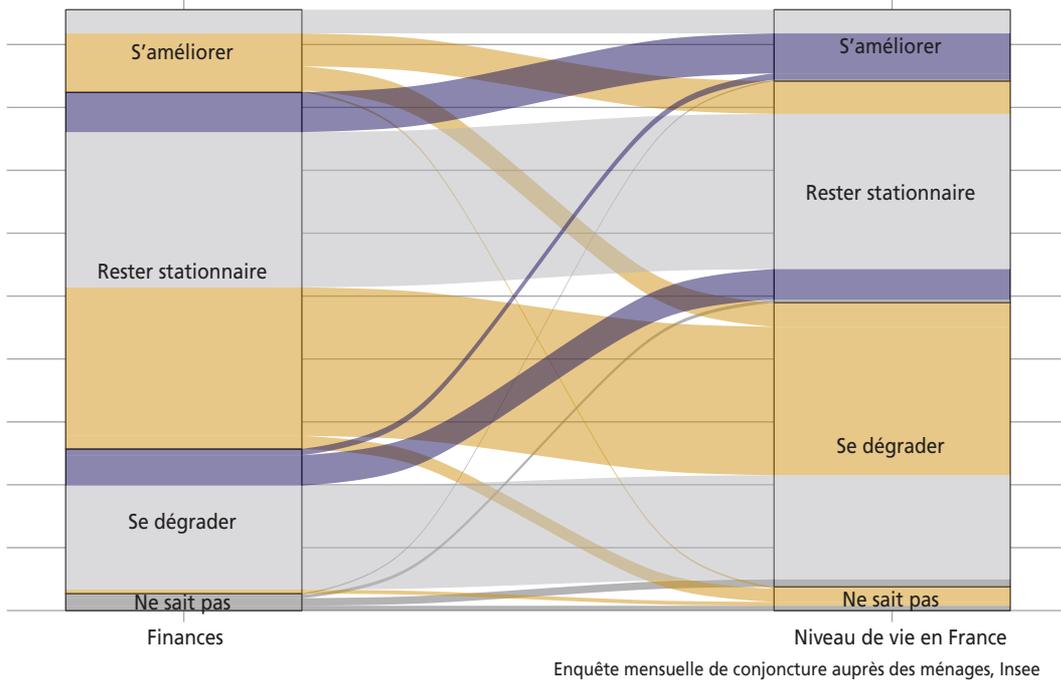


Figure 2.3

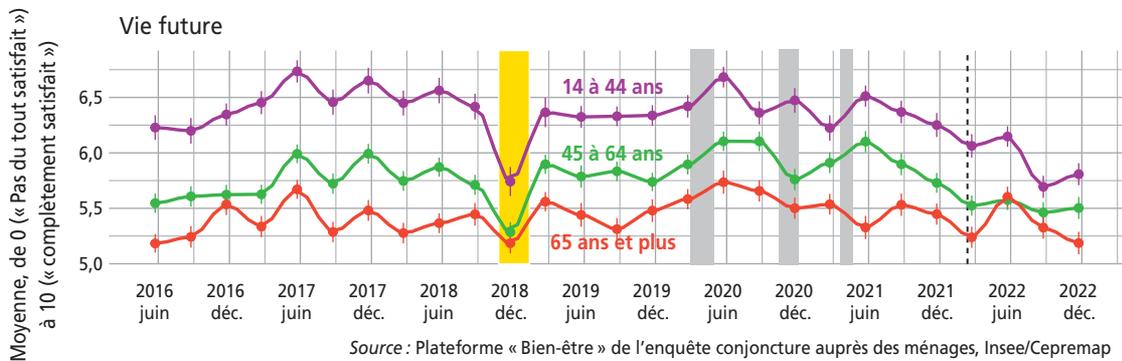


Figure 2.4

CLIVAGES SOCIAUX DANS LA PERCEPTION DE L'AVENIR

Les perceptions de l'avenir dépendent naturellement de l'âge. Naturellement, les plus jeunes ont une vision plus positive de leur avenir proche que les personnes plus âgées, qui doivent raisonnablement anticiper les conséquences négatives du vieillissement¹ (Figure 2.4). La hiérarchie entre les classes d'âge est ainsi particulièrement marquée en ce qui concerne cette question. Depuis la guerre en Ukraine, le sentiment de cette dégradation des perspectives futures est davantage exprimé par les répondants de moins de 45 ans que par les générations plus âgées.

1. On observe cependant que la satisfaction dans la vie a en moyenne une courbe en U avec l'âge, avec un point bas entre la quarantaine et la cinquantaine, une remontée vers les 60 ans puis une nouvelle dégradation (Blanchflower 2020). Les plus jeunes devraient donc anticiper une dégradation de leur situation, et les cinquantenaires une amélioration.

Concernant l’avenir collectif toutefois, les écarts entre générations deviennent insignifiants. Un graphique semblable au précédent montrerait trois courbes très proches, qui se croisent en permanence : le pessimisme quant aux perspectives à moyen terme du pays ne comporte pas de forte dimension générationnelle.

En termes sociaux, la stratification est également en demi-teinte dès lors que l’on se projette à l’horizon de la prochaine génération. Les plus aisés sont en moyenne plus optimistes, mais les écarts sont faibles, et les mouvements convergents. Le niveau d’éducation est plus clivant, au sens où les plus diplômés (au-dessus de Bac+2) sont nettement plus optimistes quant aux perspectives de la prochaine génération que les moins diplômés. Cette structure reflète en partie les effets d’âge, puisque les plus jeunes sont en moyenne plus diplômés, mais un effet propre du diplôme vient s’y ajouter (Figure 2.5).

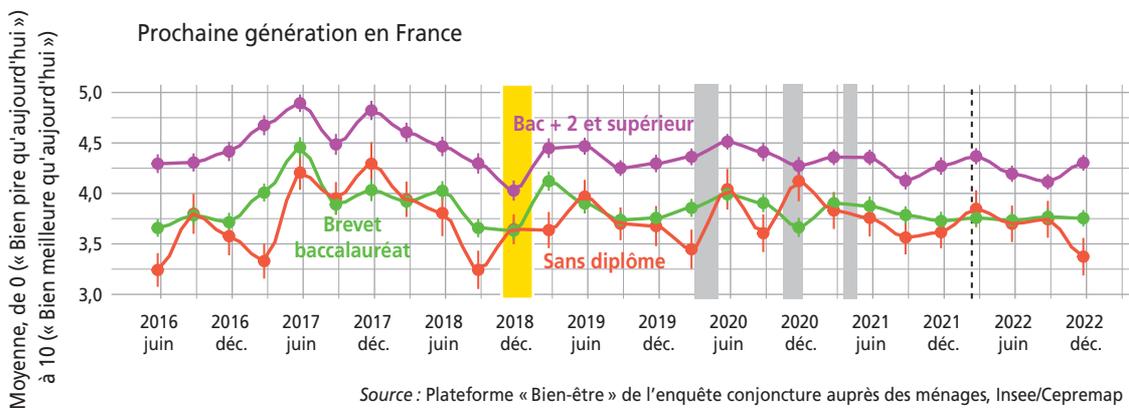


Figure 2.5

SOMMES-NOUS TOUS PESSIMISTES ?

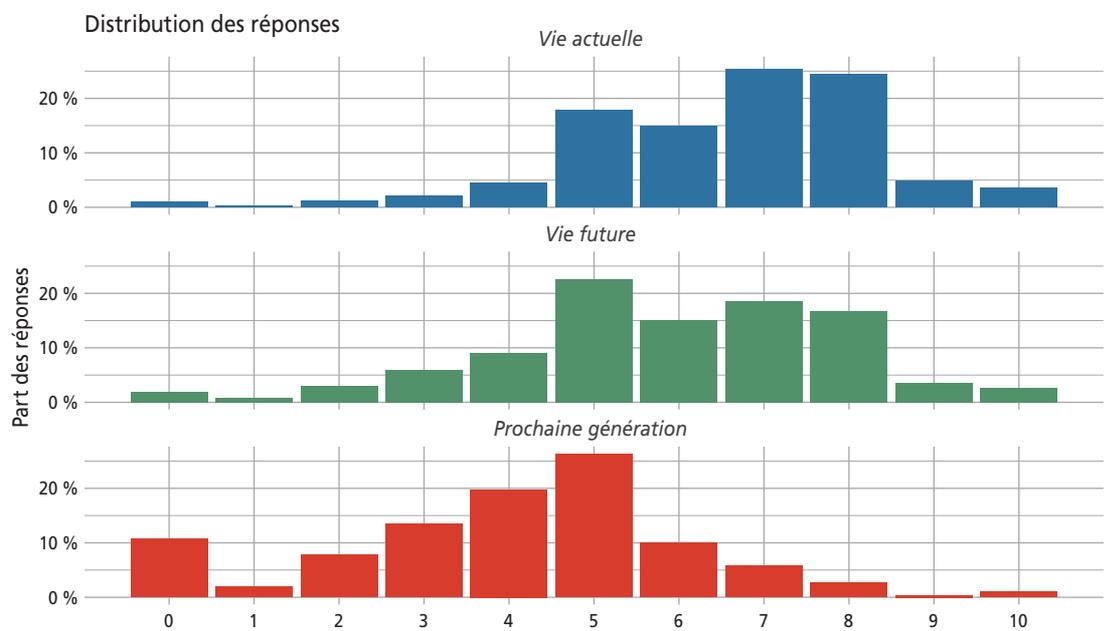
Ces évaluations moyennes peuvent refléter deux situations : soit un pessimisme collectif, soit un phénomène plus circonscrit, reposant sur une part de la population qui serait très pessimiste. Pour distinguer les deux, nous représentons la part des réponses sur chacun des barreaux de l'échelle de 0 à 10, pour les trois questions de la première figure (Figure 2.6).

La comparaison des réponses à ces questions montre que toutes les réponses se décalent un peu vers la gauche, vers une appréciation moins positive, lorsque l'on passe de l'évaluation de la situation présente à celle de la situation future, puis à celle de la prochaine génération. L'augmentation marquée du nombre de réponses à 5, barreau médian de l'échelle, pourrait refléter l'incertitude vis-à-vis de l'avenir.

Les réponses relatives à l'avenir de la prochaine génération en France sont clairement beaucoup plus pessimistes. D'une distribution où la plupart des réponses s'étalent entre 5 et 8, on passe à une distribution plus large, entre 3 et 6. La formulation de la question (« Comment pensez-vous que sera la vie en France pour la prochaine génération ? De 0 ('Bien pire qu'aujourd'hui') à 10 ('Bien meilleure qu'aujourd'hui') ») pourrait orienter la réponse, mais on observe qu'une majorité de personnes pensent que la prochaine génération fera face à une situation dégradée.

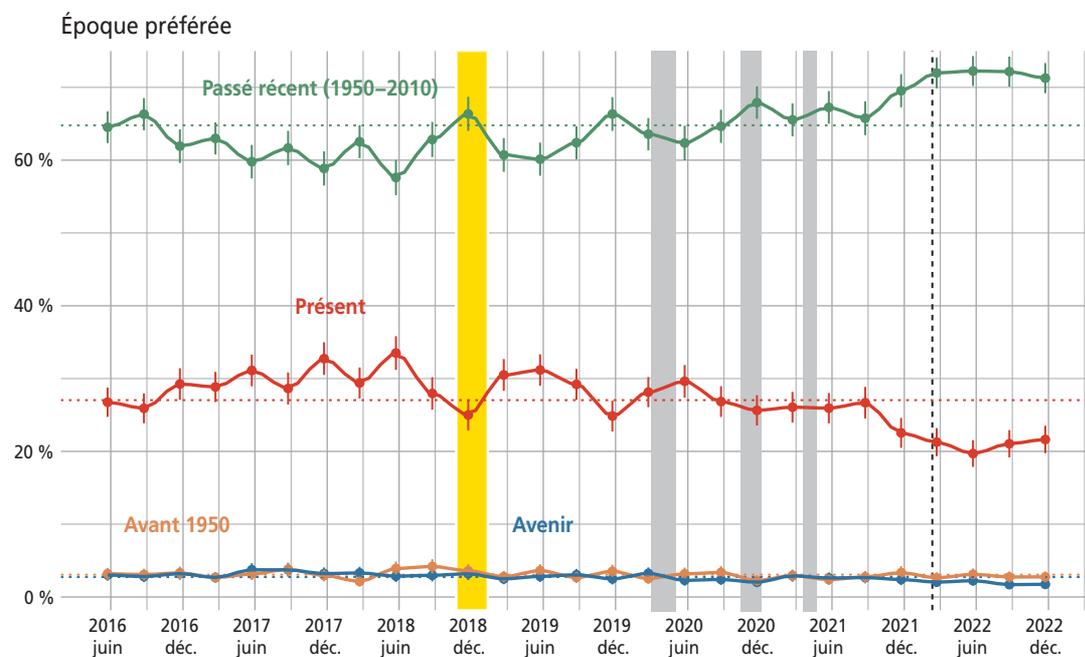
Remarquons qu'une personne sur dix choisit l'échelon 0, soit la pire évaluation possible, à cette question – une accumulation au bas de l'échelle à un niveau qui n'est observé dans aucune

des autres questions de notre tableau de bord (Perona 2022). Le faible niveau de l'évaluation moyenne s'explique donc aussi par une part significative de la population qui est *très* pessimiste quant à l'état de la France ou de l'Europe pour la prochaine génération.



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.6



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.7

UNE PRÉFÉRENCE PRONONCÉE POUR LE PASSÉ

Outre ces regards sur l'avenir, nous posons depuis le début de notre enquête la question : « *Certaines personnes aimeraient bien vivre dans une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ?* ». Comme évoqué précédemment, 27 % des répondants indiquent une préférence pour l'époque présente. Les deux tiers des répondants choisissent des périodes passées (du passé récent surtout), tandis que l'avenir ne semble désirable qu'à moins de 3 % des répondants. Cette préférence pour le passé s'est accentuée depuis 2020 (Figure 2.8). Elle se concentre sur les années 1960 à 1980. Tant les deux premières décennies du XXI^e siècle que le passé antérieur aux années 1950 ne récoltent que quelques pourcents des réponses. En dépit du succès des images de « la France d'avant », seuls 3 % des répondants aimeraient vivre dans une période antérieure aux années 1950.

NOSTALGIE D'UN ÉTAT DU PAYS OU NOSTALGIE DE SA JEUNESSE ?

Cette préférence pour le passé correspond-elle au regret d'une époque précise de l'histoire de France ? S'agit-il au contraire d'une nostalgie de la part des répondants pour la période de leur jeunesse ? Ici, les personnes qui sélectionnent des périodes qu'elles ont vécues peuvent être influencées par le souvenir de leurs jeunes années, c'est-à-dire la décennie de leurs vingt ans.

C'est effectivement en partie ce que l'on observe (Figure 2.8). Dans une forte majorité, les personnes sélectionnent une époque où elles avaient entre 15 et 30 ans, avec un pic entre et 20 et 25 ans. Pour une bonne partie des répondants, la préférence pour le passé ne procède donc pas tant du désir de retrouver un état antérieur de la société française que les années de leur propre jeunesse.

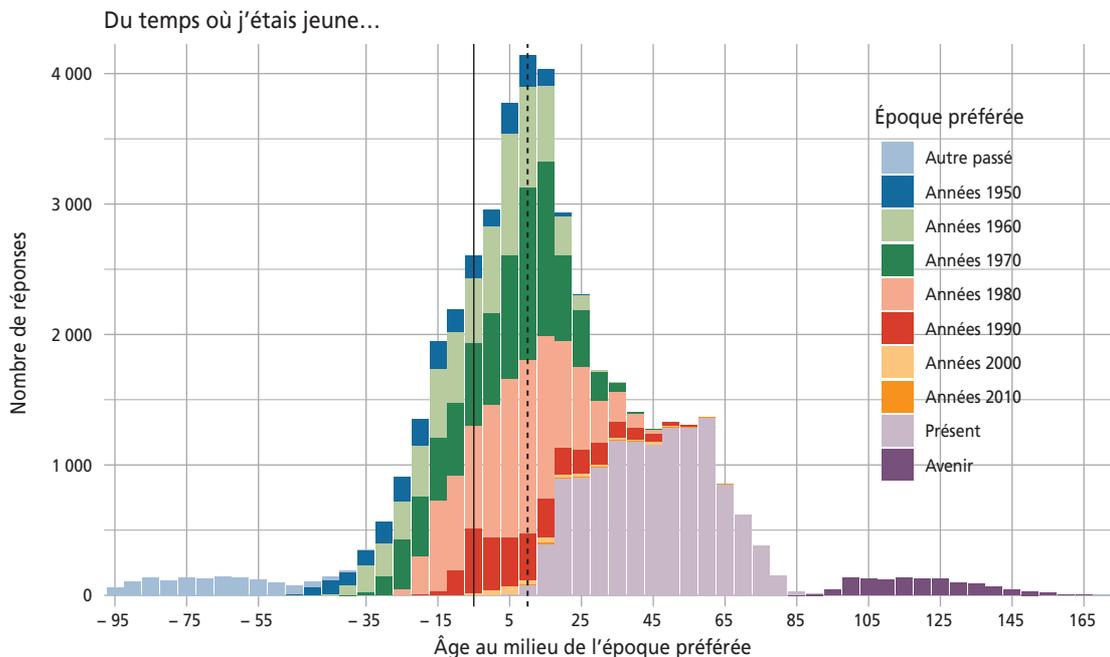
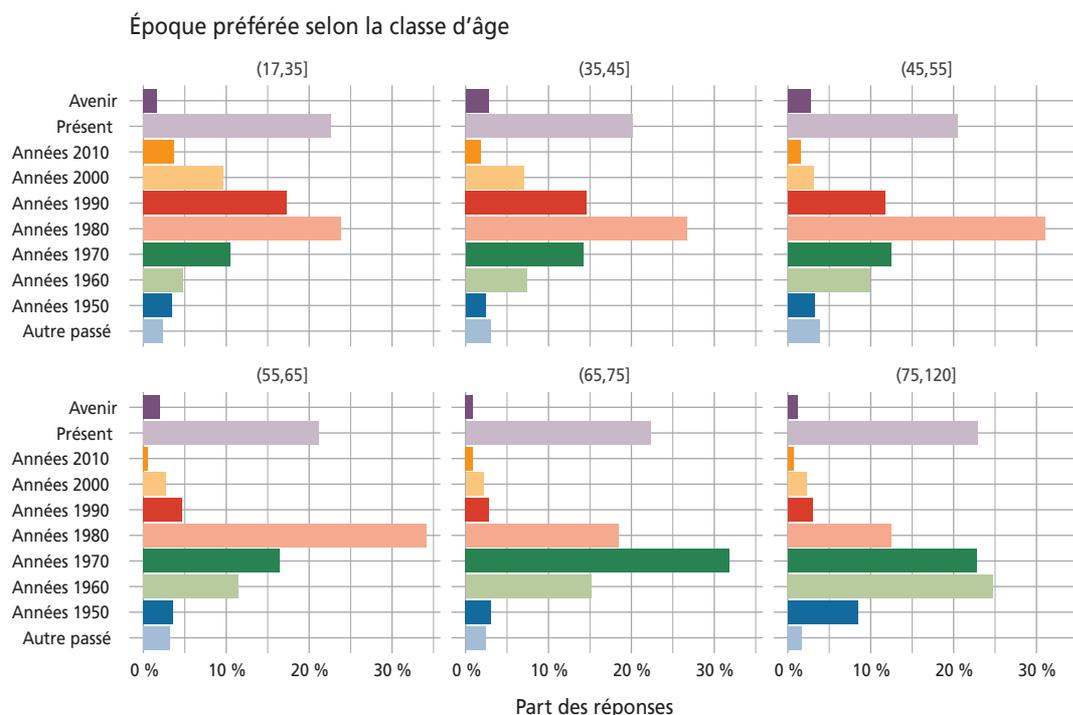


Figure 2.8

Pour calculer l'âge à l'époque préférée, nous avons pris comme référence le milieu de chaque décennie, 1 900 pour Autre passé, et 2 100 pour l'avenir. La ligne pointillée verticale surligne la barre correspondant à 20-25 ans, la ligne pleine verticale la barre 5-10 ans.

Mais les choses sont différentes pour les réponses représentées à gauche de la ligne verticale : dans cette zone, les personnes n'étaient pas nées à l'époque qu'elles désignent, ou trop jeunes pour s'en souvenir (moins de 5 ans). Leur choix correspond donc bien à la représentation d'un état antérieur de la France, plus désirable que celui dans lequel se trouverait la France actuelle.

À elles seules, les années 1980 constituent la modalité de réponse la plus fréquente, quelle que soit la génération (Figure 2.9). L'effet de mémoire de la jeunesse joue à plein pour les classes d'âge entre 45 et 65 ans. En revanche, ce succès des années 1980 s'explique moins bien pour les générations plus jeunes. Il pourrait s'agir d'une transmission familiale car les personnes nées dans les années 1990 (30 ans en 2020) ont en moyenne des parents qui ont eu 20 ans pendant les années 1980, et ont pu léguer une image positive de cette époque.



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.9

PESSIMISTES ET PASSÉISTES ?

Nous avons vu qu'une personne sur 10 répondait à la question relative aux perspectives de la prochaine génération en choisissant la plus faible valeur possible, anticipant donc un futur bien sombre. Toutes les classes d'âge comptent environ 10 % de personnes très pessimistes. Ces dernières se caractérisent à la fois par un faible niveau de satisfaction, de diplôme et de revenu. Les réponses à 0 sont ainsi deux fois plus fréquentes (15 %) chez les ménages du tiers inférieur des revenus que chez ceux du tiers supérieur (7 %), et trois fois plus fréquentes chez les non-diplômés (17 %) que chez les titulaires d'un Master ou doctorat (5 %). De même, un quart des 10 % les moins satisfaits de leur vie (satisfaction dans la vie inférieure ou égale à 4) se positionnent à 0 quant aux perspectives de la prochaine génération. Ce profil correspond effectivement à celui des

personnes les plus susceptibles de préférer le passé au présent. Il ne s'agit pas d'un repli vers le passé lointain, mais d'une forte propension à se reporter à l'époque de sa jeunesse. Pessimisme et passéisme semblent ainsi aller de pair chez les personnes dont les espoirs de jeunesse ont été déçus.

* *
*

Notre enquête continue ainsi de mettre en évidence une tendance au pessimisme chez les Français. Celui-ci augmente lorsque l'horizon considéré est plus éloigné, et qu'il s'agit de l'avenir collectif plutôt qu'individuel. Les élections de 2017 avaient montré qu'il était possible de construire un programme qui fasse partager une vision plus positive de l'avenir collectif, mais cette amélioration a été de courte durée, et s'est évanouie suite à la crise des Gilets jaunes. Au-delà de ces événements, ce biais pessimiste rend probablement plus difficile l'élaboration du récit d'un avenir collectif désirable, en particulier dans un contexte de changement climatique.

BIBLIOGRAPHIE

- Beasley, Elizabeth, Madeleine Péron, et Mathieu Perona. 2018. « *Diplôme, revenu et confiance* ». 2018-06. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Blanchflower, David G. 2020. « *Is Happiness U-shaped Everywhere? Age and Subjective Well-being in 132 Countries* ». *National Bureau of Economic Research Working Paper Series*, janvier.

2.2. La France dans le regard des Français

Si les Français continuent d'être en moyenne plus confiants dans leur avenir individuel qu'en l'avenir du pays, ceci pourrait être lié à la manière dont ils perçoivent leur position personnelle dans la société et la structure globale de celle-ci. En effet, la très grande majorité des Français pensent appartenir à la classe moyenne – quel que soit leur niveau de revenu, tout en se représentant la société française comme beaucoup plus inégalitaire qu'elle ne l'est, et sous une forme incompatible avec une classe moyenne aussi étendue. De même, les Français sont plus nombreux que les autres à estimer avoir gravi l'échelle sociale par rapport à leurs parents, et pouvoir encore franchir quelques barreaux à l'avenir. Ce n'est d'ailleurs pas tant en fonction de leur revenu, mais plutôt en fonction de leur auto-positionnement social et de leur perception de la société, que les Français éprouvent parfois un sentiment d'injustice et adhèrent aux motifs populistes.

Malgré cette vision exagérément pessimiste de leur société, les Français, lorsqu'on leur demande dans quel pays ils aimeraient vivre, choisissent en majorité la France. Viennent ensuite l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie) et le Canada, une France en plus grand à l'accent de Nouveau Monde.

LA FRANCE, SOCIÉTÉ DE CLASSES MOYENNES OU PYRAMIDE INÉGALITAIRE ?

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle récente semblent refléter un clivage social important au sein de la société française. Il y aurait d'un côté, le vote « populiste » (RN, LFI) des perdants de la mondialisation, et de l'autre, le vote LREM des gagnants. Est-ce bien ainsi que les Français se représentent la structure sociale, et cela dépend-il de leur propre place au sein de cette dernière ? Pour le savoir, nous exploitons la dernière vague de l'enquête ISSP (*International Social Survey Programme*, 2019¹) qui a interrogé 1600 Français. Cette enquête livre des résultats paradoxaux.

1. Les questions que nous exploitons ici sont issues d'un module thématique sur les inégalités. Prévu pour 2019, ce module a été administré en France en 2021.

Une France de classes moyennes ou une société pyramidale ?

Tout d'abord, concernant leur propre position dans la hiérarchie sociale, représentée par une échelle de 1 à 10, la plus grande partie des Français se positionne sur l'échelon intermédiaire (échelon 5) et sur les échelons immédiatement voisins (Figure 2.10, panneau supérieur). Ceci donne l'idée d'une France essentiellement composée de classes moyennes. C'est effectivement ce qui apparaît lorsque l'on pose la question de cette manière (« À quelle classe sociale diriez-vous que vous appartenez ? »). L'immense majorité des Français disent appartenir à la classe moyenne (Figure 2.10, panneau inférieur), et surtout à la classe moyenne intermédiaire (Figure 2.11).

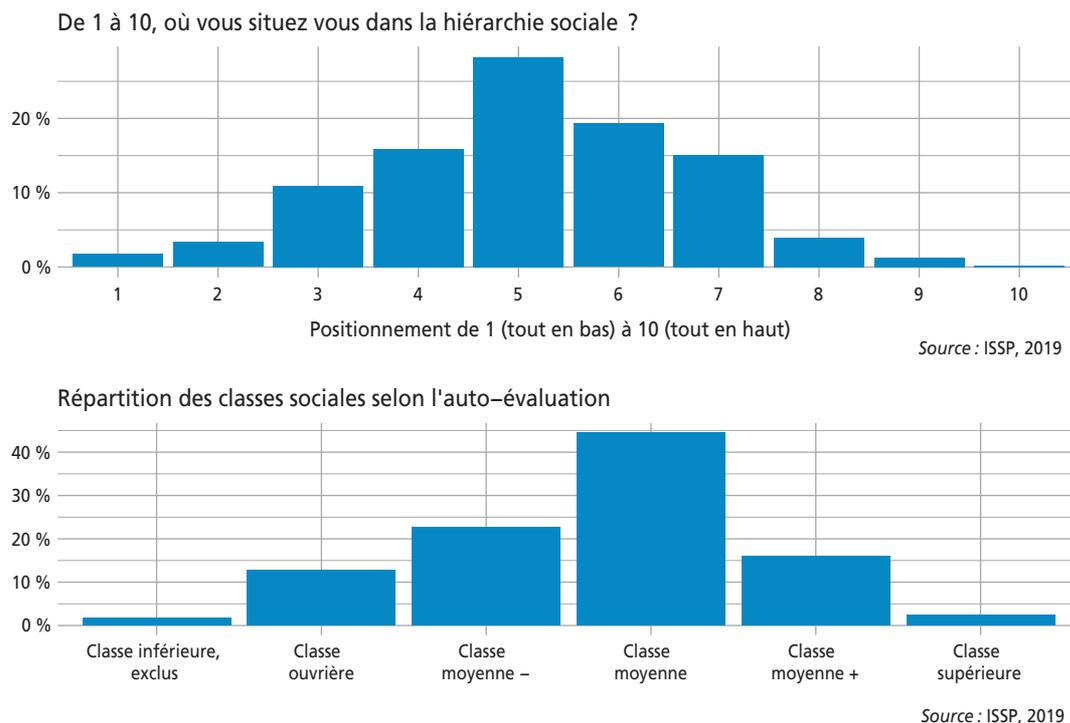


Figure 2.10

Cette perception varie bien entendu selon le revenu par unité de consommation du ménage¹, avec le sentiment plus répandu d'appartenir à la classe moyenne inférieure (en violet) dans les quintiles de revenu plus bas, et l'impression de faire partie de la classe moyenne supérieure (en vert) plus fréquente dans le quintile le plus élevé de l'échelle des revenus.

Certes, le concept de classe moyenne est un peu flou. L'Observatoire des inégalités², par exemple, le définit comme désignant les catégories intermédiaires entre les 30 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches. Mais cette définition ne coïncide pas avec la perception des Français, puisque, même au sein des quintiles de revenu les plus faibles (moins de 1 126 euros par mois)

1. Le revenu par unité de consommation du ménage est défini comme le revenu mensuel net du ménage divisé par la somme pondérée de membres du foyer (1 pour le premier adulte, 0,5 pour le second et les enfants de plus de 14 ans, 0,3 pour les enfants de moins de 14 ans).

2. Schneider et Maurin (2014).

et les plus élevés (plus de 7 660 euros par mois par unité de consommation), la majorité des individus pense appartenir à l’une des fractions de la classe moyenne.

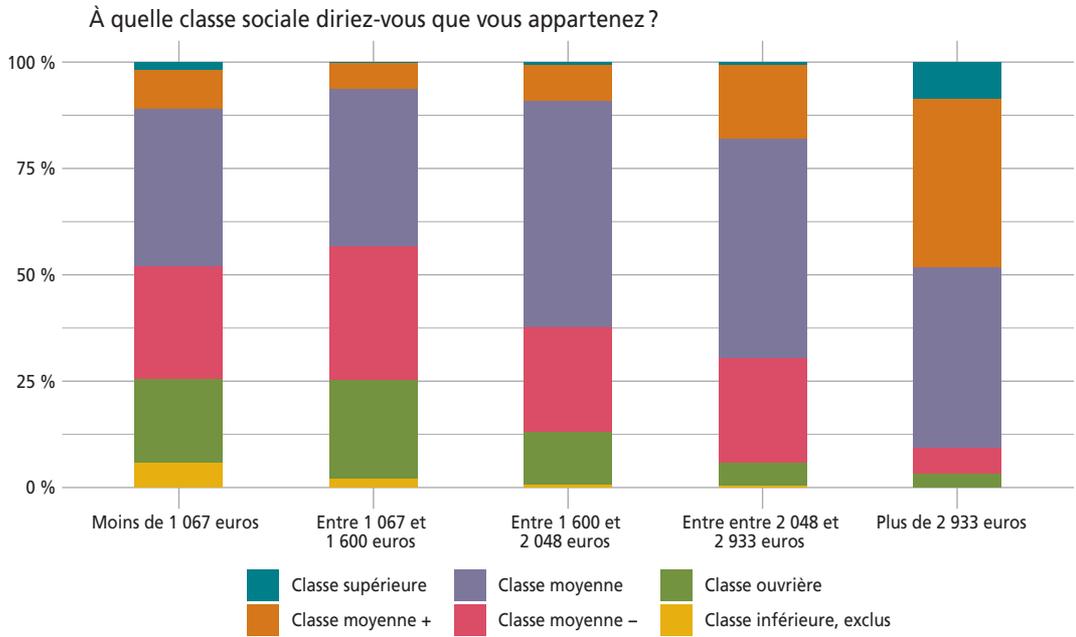


Figure 2.11

Une autre façon de mesurer la classe moyenne consiste à utiliser les données du recensement de l’Insee qui renseigne sur les catégories socio-professionnelles (CSP) des résidents et la clef de répartition des CSP en classes sociales proposée par l’Observatoire de la société¹. Selon cette approche, la société française se composerait d’une classe moyenne majoritaire (plus de 40 %) où les professions intermédiaires occupent la plus grande place, puis d’une classe populaire importante (40 %) composée d’ouvriers et d’employés, et enfin, d’une classe supérieure comprenant les cadres (Figure 2.12).

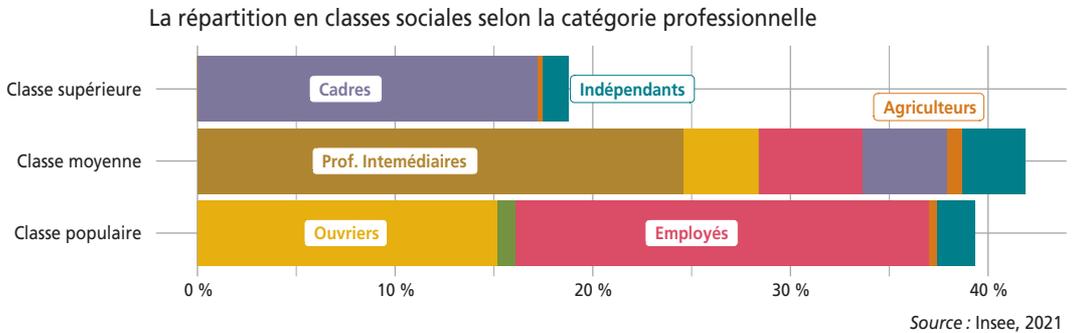


Figure 2.12

1. Centre d’observation de la société (2021).

Le rapprochement des deux derniers graphiques suggère que ce que l'Observatoire de la société définit comme « classe populaire » se retrouve dans l'auto-positionnement en « classe moyenne inférieure », tandis que les membres de la « classe supérieure » identifiée par l'Observatoire de la société se perçoivent comme faisant partie de la classe moyenne supérieure.

Une France imaginée comme pyramidale

Cependant, malgré le fait que dans leur grande majorité, ils se voient appartenir à la classe moyenne, les Français se font une tout autre idée de la société dans son ensemble (Figure 2.13).

Types de société montrés dans l'enquête ISSP Inégalités, allant du plus inégalitaire (type A) au moins inégalitaire (type E)

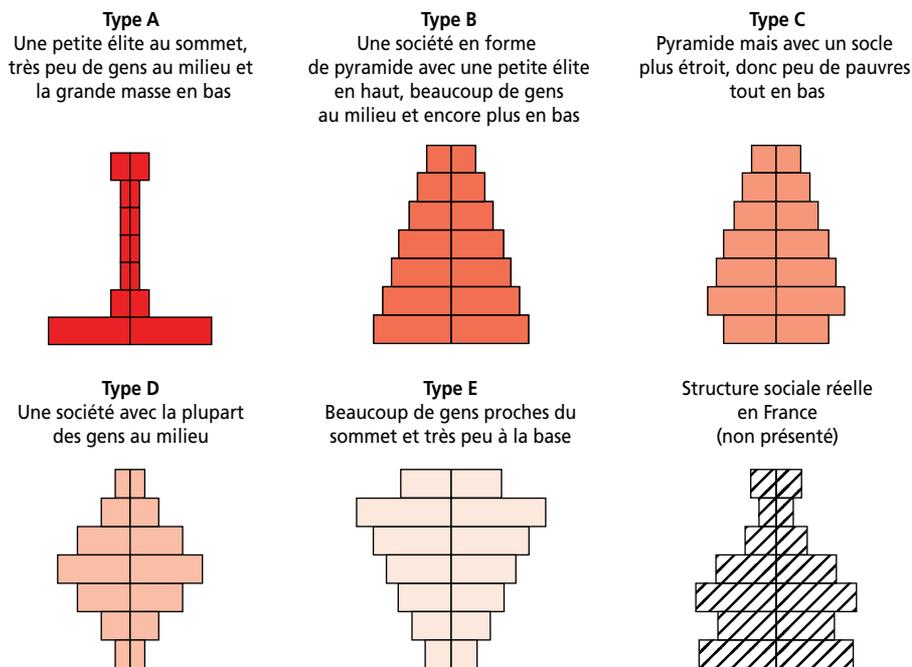
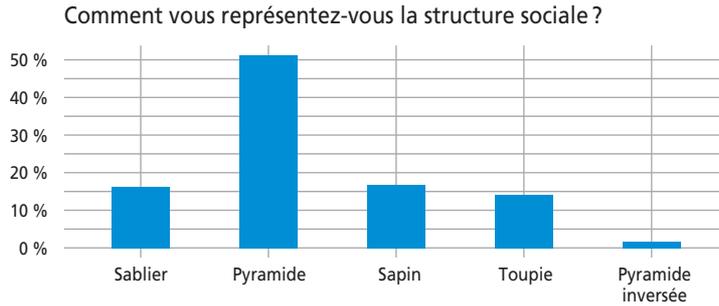


Figure 2.13

En effet, devant le choix au sein d'une série d'images de la société, la majorité des répondants choisit l'image d'une société pyramidale (type B, plus de 50 %), voire en sablier (type A, moins de 20 %), c'est-à-dire polarisée et très inégalitaire (Figure 2.14)¹. Pourtant, la représentation correcte de la société française, compte tenu de la répartition des revenus ou de l'auto-positionnement des enquêtés, serait davantage de type « sapin » (type C), c'est-à-dire une pyramide avec un socle (de pauvres) plus étroit que son milieu (de revenus intermédiaires), voire une toupie (type D) majoritairement formée par les classes moyennes, avec des pointes étroites composées des plus riches et des plus pauvres.

1. Le type E, la pyramide inversée, recueille très peu de suffrages, et a sans doute été mal compris, au vu des différentes corrélations avec le rapport aux inégalités ou le positionnement politique. Par conséquent, nous n'analysons pas le choix de cette forme.



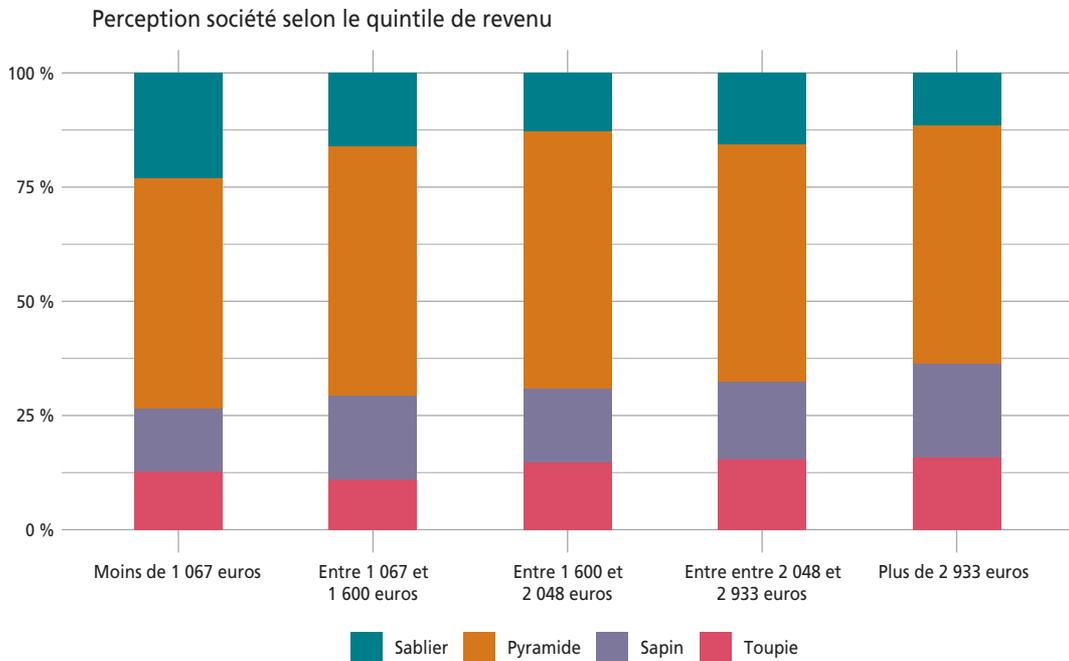
Source : ISSP, 2019

Figure 2.14

Les déterminants de la représentation sociale

La représentation de la société par les individus est-elle dictée par la place que ces derniers pensent y occuper ? Ce n'est pas totalement le cas. Certes, ceux qui se voient appartenir à la classe supérieure ou moyenne-supérieure sont moins nombreux à se figurer la société comme une pyramide (type A - inégalitaire), et plus nombreux à choisir la forme d'une toupie (type D), ou d'un sapin (type C), formes plus égalitaires. Mais quelle que soit leur classe sociale subjective, un grand nombre d'individus, la majorité à l'exception de la classe supérieure, voient la société française comme une pyramide (type A).

Autre fait remarquable, la forme de la société perçue par les individus ne semble dépendre que très faiblement de leur propre niveau de revenu (Figure 2.15). La forme pyramidale est constamment prépondérante, au sein de toutes les catégories de revenu objectif. Elle est également largement dominante dans toutes les catégories sociales (Figure 2.16) et les affiliations politiques (Figure 2.17).



Source : ISSP, 2019

Figure 2.15

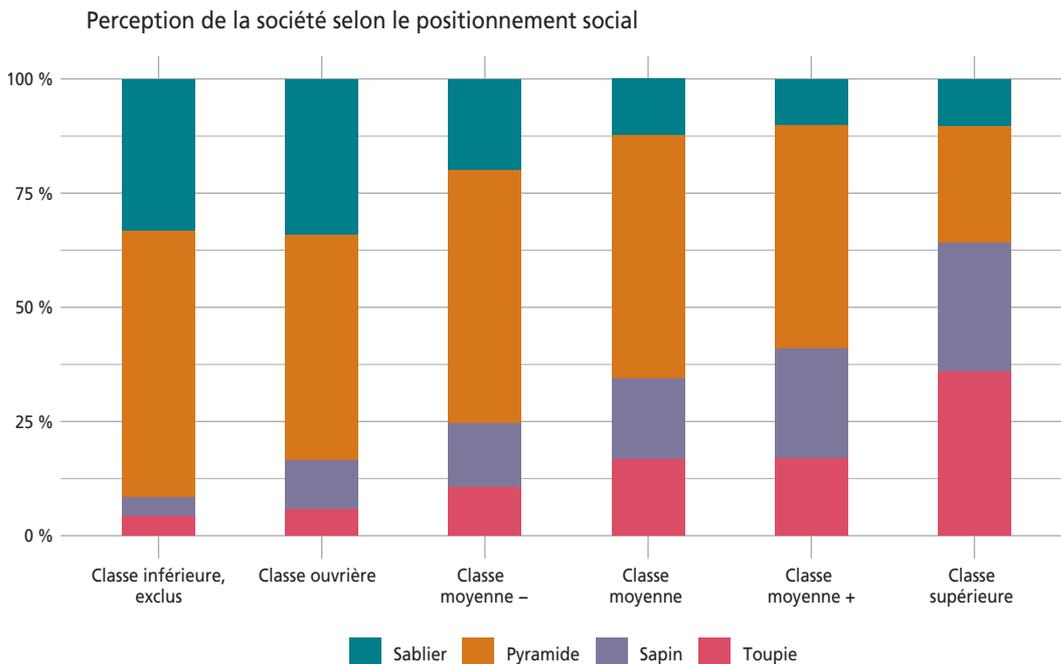


Figure 2.16

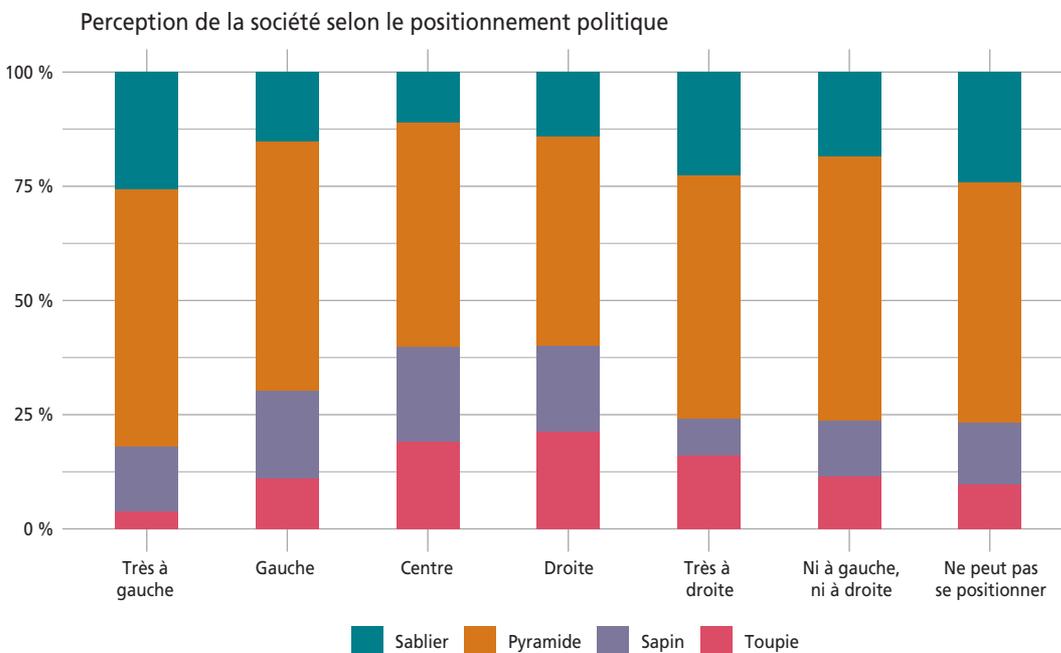


Figure 2.17

À la marge, les personnes qui se voient appartenir à des classes plus élevées et qui déclarent des positions plus centristes choisissent plus souvent les représentations plus égalitaires de la société (toupie ou sapin), tandis que ceux qui se voient dans les classes les plus défavorisées (classe ouvrière ou inférieure) et qui se positionnent aux extrêmes du spectre politique se représentent plus souvent la société comme un sablier.

On constate donc un hiatus entre la représentation générale de la société telle que l'imaginent les Français et leur place personnelle, tant objective que subjective, dans l'échelle sociale, autrement dit un nouveau *no bridge* entre l'échelle individuelle et l'échelle collective.

Auto-positionnement et populisme

La perception inégalitaire de la société, traduite par la prépondérance de l'image de la pyramide se retrouve-t-elle dans d'autres dispositions des Français, notamment dans leur attitude vis-à-vis des inégalités de revenus et les attitudes « populistes » de rejet de l'élite ?

De fait, ceux qui se représentent la société française comme très inégalitaire, c'est-à-dire en forme de pyramide (type B) ou de sablier (type A), se déclarent les plus en colère au sujet des inégalités (« De 1 à 10, à quel point êtes-vous en colère vis-à-vis des différences entre riches et pauvres »). Ceci est encore plus vrai concernant des attitudes « populistes », c'est-à-dire hostiles à une supposée élite (Figure 2.18).

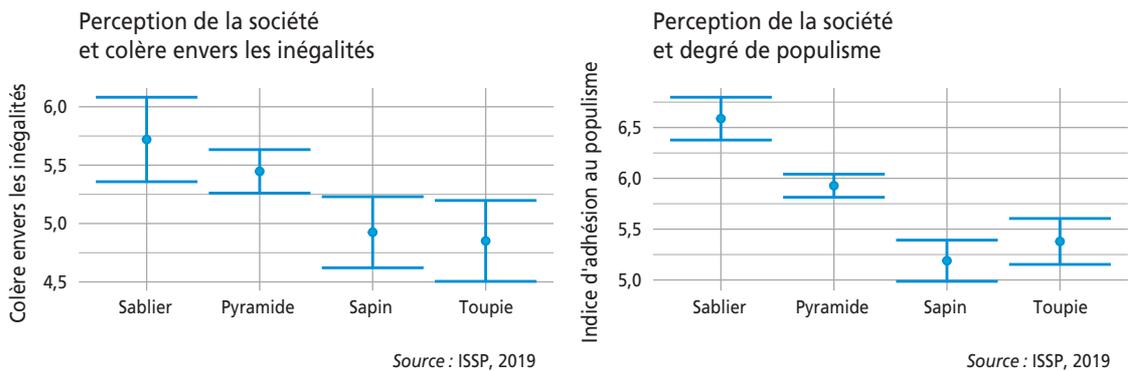


Figure 2.18

Colère face aux inégalités de revenu

Nous avons retenu, parmi les questions qui abordent le sujet des inégalités de revenu, la formulation en termes de colère. L'importance des émotions dans les comportements politiques n'est plus à démontrer, notamment l'influence de la colère sur le vote extrême et les attitudes dites « populistes »¹.

Les Français sont-ils en colère du fait des différences de revenu entre les riches et les pauvres ? Sur une échelle de 1 à 10, le point d'accumulation de la répartition des réponses se trouve sur la modalité 5, ce qui est traditionnellement une façon d'afficher une neutralité par rapport à la question (Figure 2.19). Néanmoins, plus d'un tiers de l'échantillon donne une réponse comprise

1. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault, *Les origines du Populisme*, 2019, La République des Idées. Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie : Comprendre autrement les Français*, Le Seuil, 2021

entre 7 et 10, marquant un rejet important des inégalités au sein de la société, contre environ un quart dont la réponse est comprise entre 1 et 4.

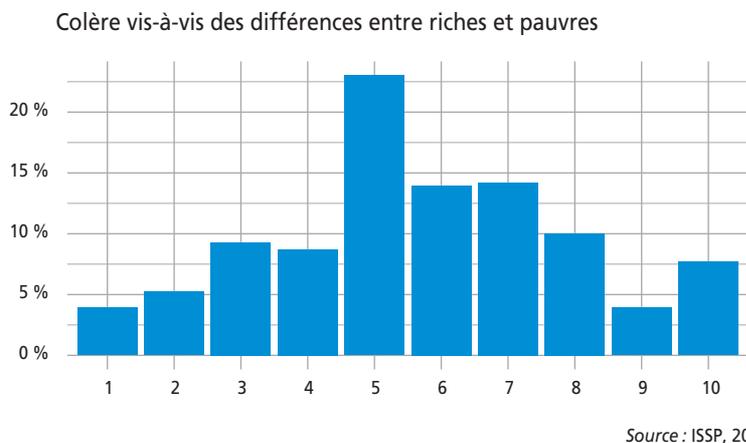


Figure 2.19

Bien entendu, l'attitude vis-à-vis des inégalités est fortement corrélée au positionnement politique : plus on se positionne à gauche, plus on se dit en colère du fait des différences entre riches et pauvres (Figure 2.20). En revanche, ici encore, ce sentiment ne dépend pas du niveau de revenu des répondants, à l'exception des plus riches, mais bien plutôt de leur positionnement social subjectif.

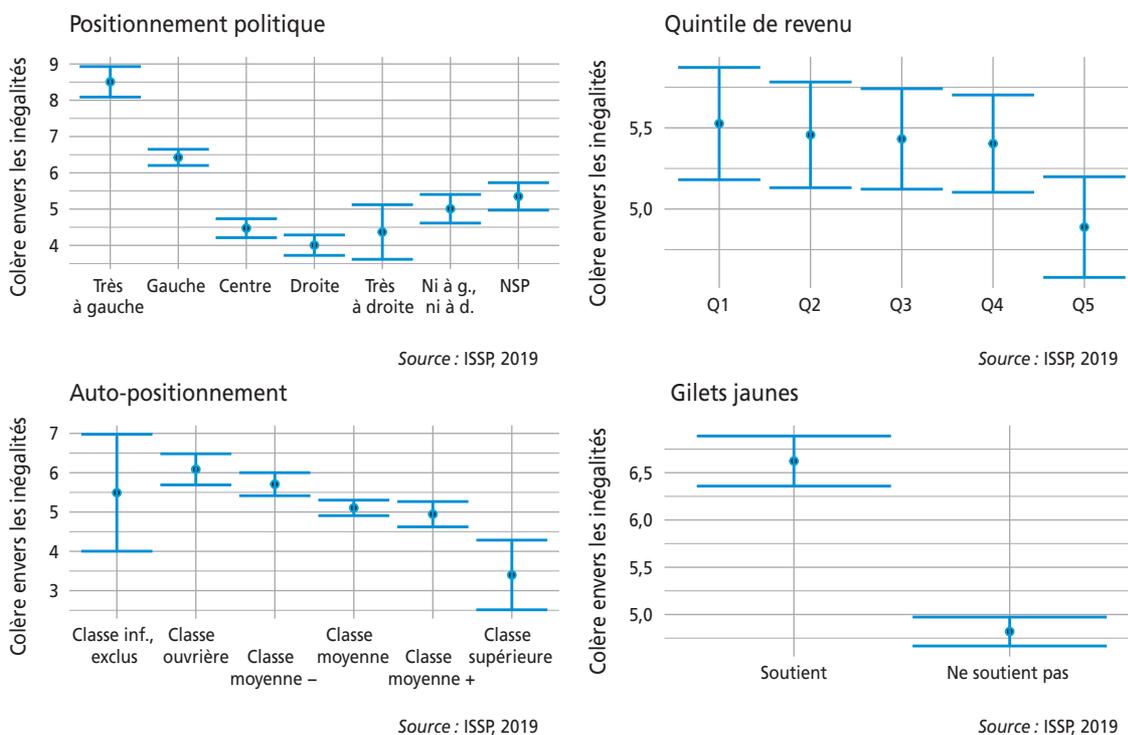


Figure 2.20

Quant à l'accord avec les énoncés « populistes », on remarque encre une fois la faible association avec les revenus réels des personnes (Figure 2.21) et la forte association avec leur classe sociale subjective.

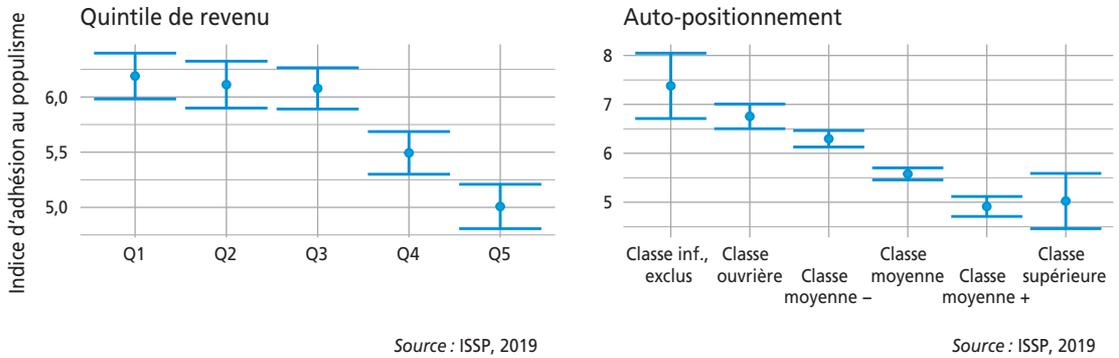


Figure 2.21

Enfin, toutes les questions liées au populisme affichent la même relation avec le rejet des inégalités, qu'il s'agisse des énoncés tels que « *Le gouvernement ne se soucie pas du niveau de vie de la population* », « *Les politiques parlent trop et agissent peu* », « *Il y a ceux qui produisent les richesses et ceux qui les prennent* », « *Ceux qui travaillent dur ne sont pas assez considérés* » (Figure 2.22), ou encore du soutien aux Gilets jaunes.

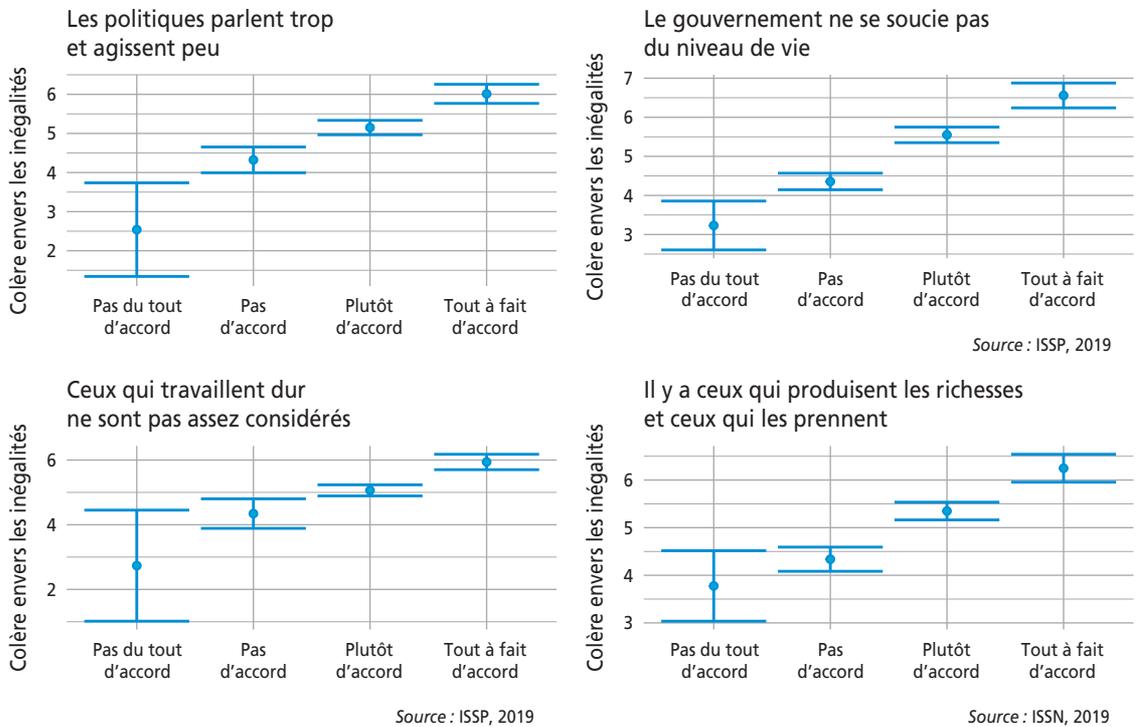


Figure 2.22

Ainsi, les attitudes « populistes » sont liées à une relative indignation vis-à-vis des inégalités, à la vision de la société que se forment les personnes et à leur classe sociale subjective, mais peu à leur propre revenu.

* *
*

Si la plupart des Français interrogés par l'enquête ISSP pensent appartenir à la classe moyenne, ils se font en même temps une idée inégalitaire de la société française, à l'image d'une pyramide comprenant une grande proportion de pauvres et des effectifs de plus en plus faibles à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des positions. La classe sociale à laquelle les individus se sentent appartenir subjectivement est liée à leur degré d'indignation vis-à-vis des différences entre les riches et les pauvres, ainsi qu'à une série d'attitudes « populistes » de rejet de l'élite. Pourtant, étrangement, ces différentes opinions des Français semblent dissociées de leur propre niveau de revenu. Au total, on note un certain hiatus entre la vision globale que les Français se font de leur société et leur propre situation objective.

Bibliographie

Centre d'observation de la société. 2021. « [Des classes moyennes toujours en progression – Centre d'observation de la société](#) ». 7 septembre 2021.

Schneider, Valérie, et Louis Maurin. 2014. « [Qui sont donc les classes moyennes ?](#) » Observatoire des inégalités.

Annexe

Données

L'enquête française Inégalités sociales a été conduite via le panel Elipss entre mars et avril 2021, auprès d'un échantillon national représentatif de panélistes. Les résultats sont présentés ici pour les 1674 réponses valides. Ils sont redressés en fonction du genre, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle pour compenser les biais d'échantillonnage. Les données françaises sont accessibles sur le portail Quetelet Progedo Diffusion, et les données internationales sur le portail Gesis.

ISSP, ZA7600 (v2.0.0), doi :10.4232/1.13829

Questions utilisées

- De 1 à 10, où vous situez vous dans la hiérarchie sociale ? (1 – Au plus bas ; 10 – Au sommet)
- À quelle classe sociale diriez-vous que vous appartenez ? :
 - La classe inférieure, les exclus
 - La classe moyenne inférieure
 - La classe moyenne
 - La classe moyenne supérieure
 - La classe supérieure
- Certaines personnes éprouvent de la colère à propos des différences entre les riches et les pauvres, d'autres non. Vous personnellement, qu'éprouvez-vous quand vous pensez aux différences

- entre les riches et les pauvres en France ? Veuillez-vous placer sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie pas du tout en colère et 10 extrêmement en colère.
- Certains Gilets jaunes continuent aujourd’hui à se rassembler en France. Diriez-vous que vous soutenez toujours, que vous avez soutenu ou que vous n’avez jamais soutenu le mouvement des Gilets jaunes ? :
 - Je le soutiens toujours (soutiens)
 - Je l’ai soutenu mais ne le soutiens plus (ne soutiens pas)
 - Je ne le soutenais pas au début, mais je le soutiens à présent (soutiens)
 - Je ne l’ai jamais soutenu (ne soutiens pas)

Construction du score de sensibilité au « populisme »

Nous calculons un score moyen des questions portant sur le populisme afin d’obtenir un indicateur allant de 1 à 10.

Liste des énoncés utilisés dans la construction du score de « populisme » :

- Les responsables politiques doivent suivre la volonté du peuple.
- C’est le peuple et pas les responsables politiques qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes.
- Les différences politiques entre l’élite et le peuple sont plus grandes que les différences au sein du peuple.
- Je préfère être représenté par un citoyen que par un responsable politique.
- Les responsables politiques parlent beaucoup et agissent trop peu
- En politique, lorsque l’on parle de compromis, c’est qu’on renonce en réalité à ses principes.
- Les groupes d’intérêt ont trop d’influence sur les décisions politiques.
- Dans ce pays, les gens qui travaillent dur ne sont pas assez bien considérés.
- Avant, le monde était bien meilleur.
- Le gouvernement de ce pays ne se soucie pas vraiment du niveau de vie de la population
- Dans la société française, il y a ceux qui produisent des richesses et ceux qui les prennent.
- En matière d’emploi, on devrait donner la priorité à un Français sur un immigré ?

Pour chacune des questions, il est possible de répondre 1 (« Tout à fait d’accord ») à 4 (« Pas du tout d’accord »). Nous avons inversé le sens de l’échelle pour des raisons de clarté.

LA MOBILITÉ SOCIALE PERÇUE PAR LES FRANÇAIS

La plupart des Français interrogés pensent appartenir à la classe moyenne, mais se font paradoxalement une idée très inégalitaire de la société française à l’image d’une pyramide (type B sur la Figure 2.23), c’est-à-dire une grande proportion de pauvres et des effectifs de plus en plus faibles à mesure que l’on s’élève dans l’échelle des positions. Comment se situe la France par rapport aux autres pays participant à la même enquête ? Et au-delà de leur position relative statique, comment les Français se représentent-ils leur trajectoire de mobilité sociale ?

Types de société montrés dans l'enquête ISSP Inégalités, allant du plus inégalitaire (type A) au moins inégalitaire (type E)

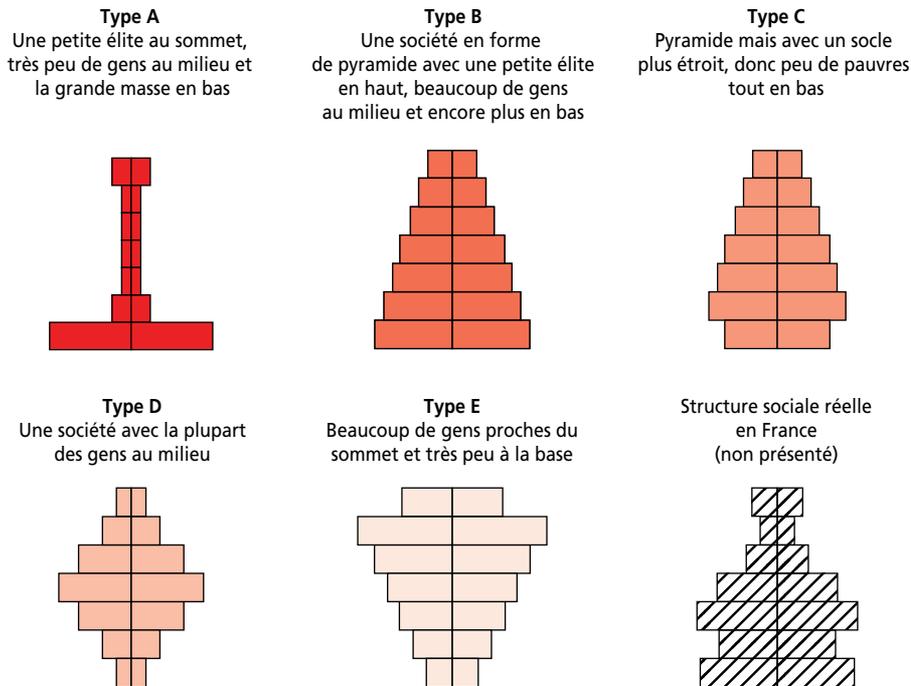
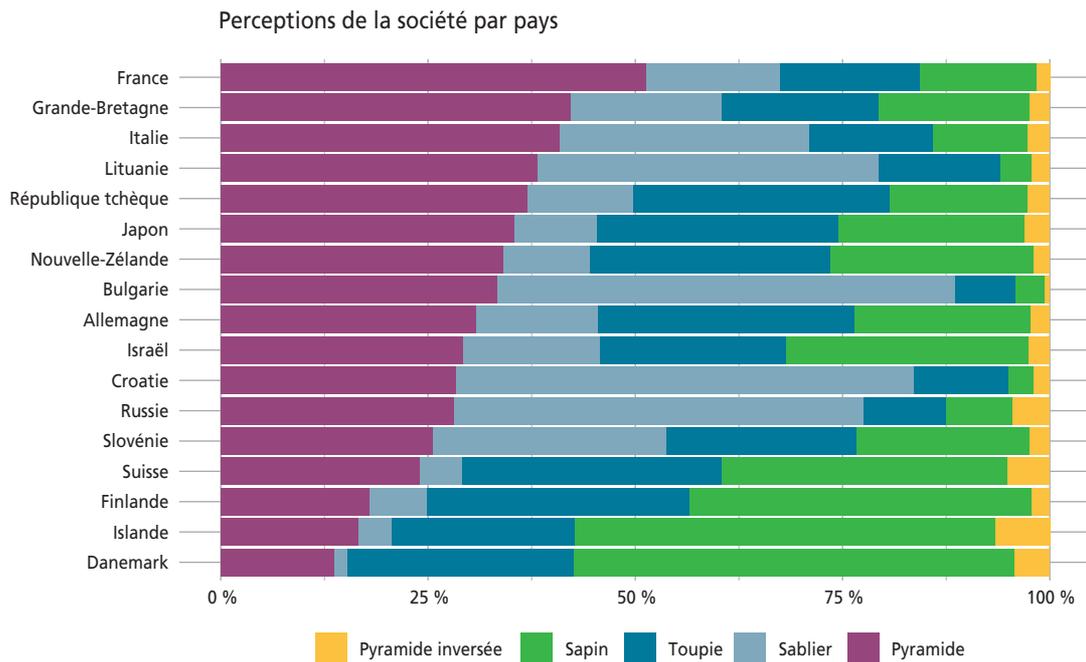


Figure 2.23

Une image de la société particulièrement inégalitaire selon les Français

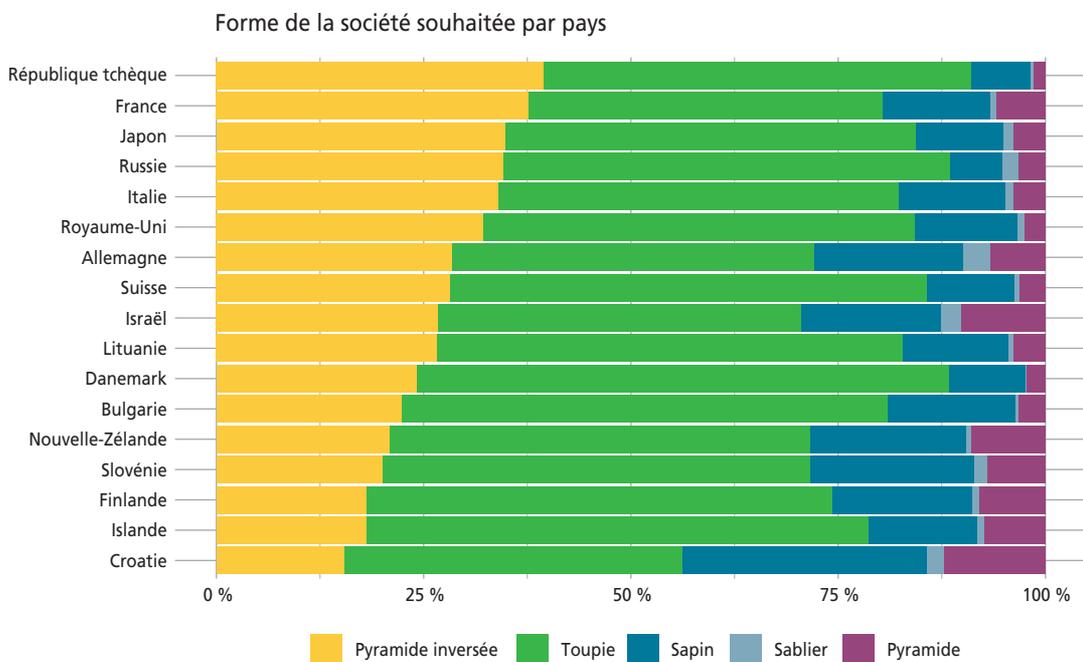
La première leçon de l'enquête ISSP (2019) est que la France est le pays de l'échantillon qui se perçoit le plus largement comme une société inégalitaire, en forme de pyramide, c'est-à-dire comportant un grand nombre de pauvres et un nombre de personnes de plus en plus faible à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des revenus (Figure 2.24). Bien entendu, cette forme de pyramide ne correspond pas aux vœux de la population française, ni des autres pays, qui en majorité préféreraient une société en forme de pyramide inversée (beaucoup de riches et très peu de pauvres) ou de toupie (une grosse classe moyenne, Figure 2.25). Dans les pays nordiques, c'est d'ailleurs ainsi que les habitants perçoivent leur société, en forme de sapin ou de toupie. Notons la forte proportion de personnes qui voient leur société comme un sablier, c'est-à-dire très polarisée, dans certains pays anciennement socialistes : Russie, Croatie, Bulgarie, Slovénie et Lituanie.

Sachant que les Français pensent vivre dans une société pyramidale, à quel endroit s'y voient-ils chacun, personnellement ? En fait, comme la plupart des Européens, concernant leur propre position dans la hiérarchie sociale, représentée par une échelle de 1 à 10, la plus grande partie des Français se positionne sur les niveaux intermédiaires – entre 5 et 7. Cependant, avec les Russes, les Japonais et les Italiens, ils sont plus nombreux que les autres à se voir sur les échelons inférieurs à 5, et très peu à penser occuper les échelons supérieurs à 7. La Finlande, et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Zélande et Israël, sont les pays où la proportion de la population qui se voit sur les échelons supérieurs est la plus grande.



Source : ISSP, 2019

Figure 2.24



Source : ISSP, 2019

Figure 2.25

Près de la moitié des Français se voient sur une trajectoire ascendante

On sait que les perspectives de mobilité comptent autant pour la satisfaction et le sentiment de justice que la position statique des personnes à un instant donné. Comment se positionne la France de ce point de vue ?

Rappelons qu'à ce sujet, les chiffres produits par les organismes spécialisés sont loin d'être parfaitement convergents. Ainsi, un rapport relativement récent de l'OCDE (OCDE 2019) décrit la France comme un pays connaissant une faible mobilité sociale, c'est-à-dire une forte inertie intergénérationnelle, semblable à l'Allemagne, soit un niveau beaucoup plus élevé que la Suède et le Danemark, et légèrement plus que l'Italie, le Royaume-Uni ou les États-Unis. Sous certaines hypothèses très controversées, l'OCDE a également calculé le nombre de générations nécessaires en moyenne pour que les enfants issus d'une famille modeste atteignent le revenu moyen du pays. Il faudrait en moyenne 6 générations pour converger vers le revenu moyen en France, contre 5 aux États-Unis et au Royaume-Uni, et 4,5 en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ces chiffres, qui ont marqué les esprits, découlent cependant de l'hypothèse d'une progression constante des revenus pour chaque génération, ce qui ne correspond pas à la réalité. D'autres travaux de chercheurs conduisent à un diagnostic plus favorable et surtout, mettent en évidence la difficulté de séparer la mobilité des revenus de la déformation de la structure des rémunérations elle-même (Lefranc 2018 ; Lefranc et Trannoy 2005). L'article d'Alesina, Stantcheva, et Teso (2018) montre que les Français (comme les autres Européens) ont tendance à sous-estimer la mobilité intergénérationnelle de leur société, contrairement aux Américains, alors qu'ils sont dans une situation plus favorable, notamment pour ce qui est de la mobilité des enfants originaires du quintile inférieur de revenus. Surtout, une étude récente de l'Insee (Abbas et Sicsic 2022a ; 2022b) contredit les conclusions pessimistes de l'OCDE. Elle compare les revenus d'adultes de 28 ans à ceux de leurs parents dix ans plus tôt. Parmi les enfants de parents défavorisés appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes, un quart font partie à 28 ans des 40 % des ménages les plus aisés ; 12 % rejoignent les 20 % les plus riches. Plus de deux tiers des enfants de parents modestes gagnent mieux leur vie que ces derniers. À l'inverse, 15 % des enfants de parents aisés connaissent une mobilité descendante et se retrouvent, à 28 ans, parmi les 20 % des ménages les plus modestes. Enfin, selon cette étude de l'Insee, les enfants d'immigrés connaissent une mobilité ascendante plus forte que la moyenne, de 15 % contre 10 %. De fait, les analyses qui suivent montrent que les Français se voient généralement comme étant personnellement sur une trajectoire sociale dynamique.

Dans l'enquête ISSP, les personnes interrogées indiquent la position de leurs parents, leur position relative actuelle, ainsi que la position future qu'elles anticipent¹. Concernant la mobilité intergénérationnelle (position actuelle – position des parents), la France fait partie des pays dont les habitants sont les plus nombreux à se voir sur une position plus élevée que celle de leurs parents (Figure 2.26) et à anticiper une mobilité future ascendante (Figure 2.27), à l'opposé de la Russie et du Japon par exemple.

1. Pour rappel :

Position sociale actuelle : dans notre société, il y a des groupes qui sont plutôt au sommet de la société et d'autres qui sont plutôt en bas. Voici une échelle qui va du sommet au bas. Où vous situeriez-vous sur cette échelle ? (de 1 à 10)

Position sociale des parents : et lorsque vous pensez à la famille où vous avez grandi, où l'auriez-vous située sur cette échelle ? (de 1 à 10)

Position sociale anticipée : et dans 10 ans, où pensez-vous être situé sur cette échelle ? (de 1 à 10)

Mobilité sociale inter-générationnelle : position actuelle – position des parents.

Mobilité sociale intra-générationnelle : position anticipée – position actuelle.

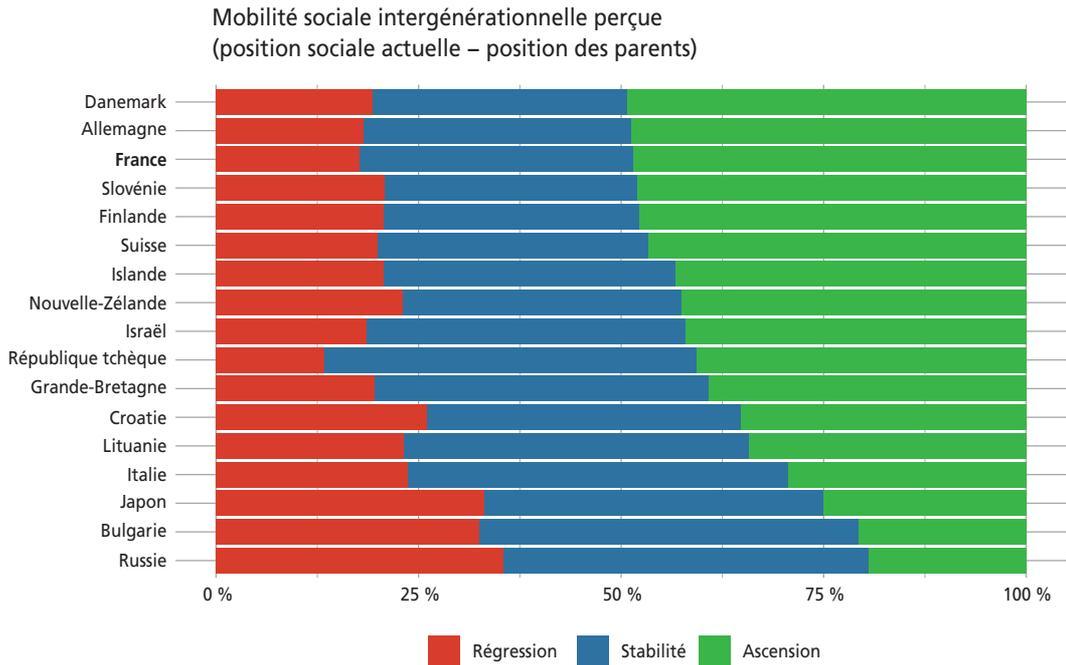


Figure 2.26

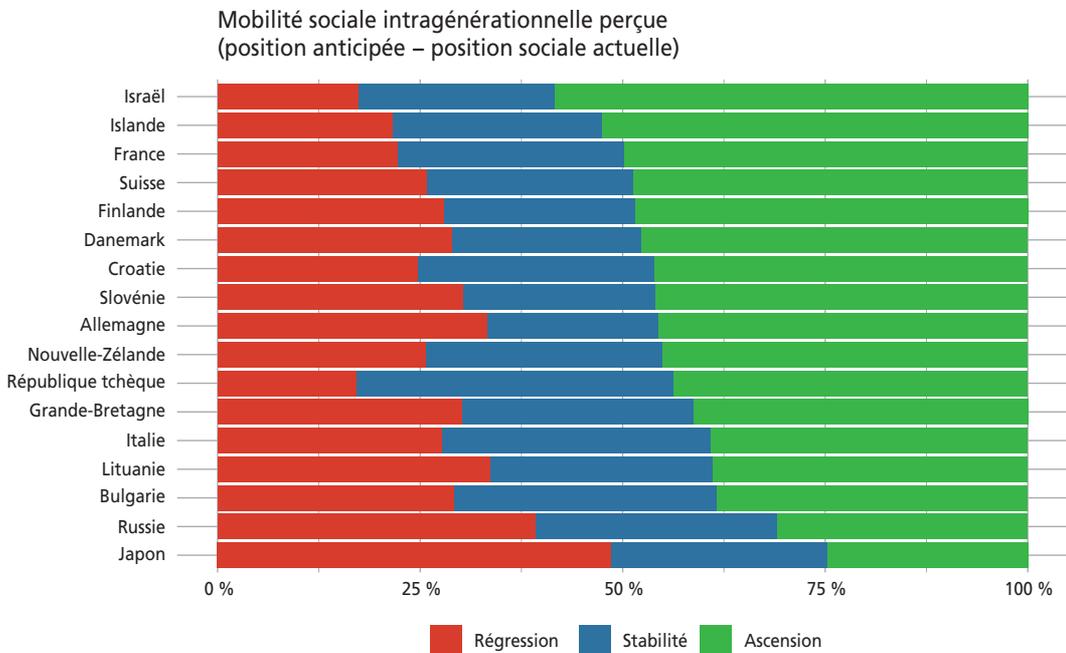


Figure 2.27

La Figure 2.28 illustre d'une autre manière le même phénomène. Le panneau de gauche représente sur l'axe horizontal la position de leurs parents lorsqu'ils étaient enfants et sur l'axe vertical la position où se voient actuellement les individus interrogés. La diagonale représente la situation où ils pensent avoir conservé la même position relative que leurs parents. Les pays en dessous de la diagonale, la Russie, le Japon et l'Italie par exemple, sont ceux dont les habitants estiment, en moyenne, avoir connu une mobilité relative descendante par rapport à leurs parents. La France est au contraire bien au-dessus de la diagonale, de même que l'Allemagne, la Finlande et Israël par exemple. Le panneau de droite représente la position future anticipée par les individus en fonction de la position actuelle, qu'ils pensent occuper. Là encore, les Français sont en moyenne relativement optimistes sur leurs perspectives de mobilité sociale ascendante, contrairement aux Allemands, aux Danois et surtout aux Japonais.

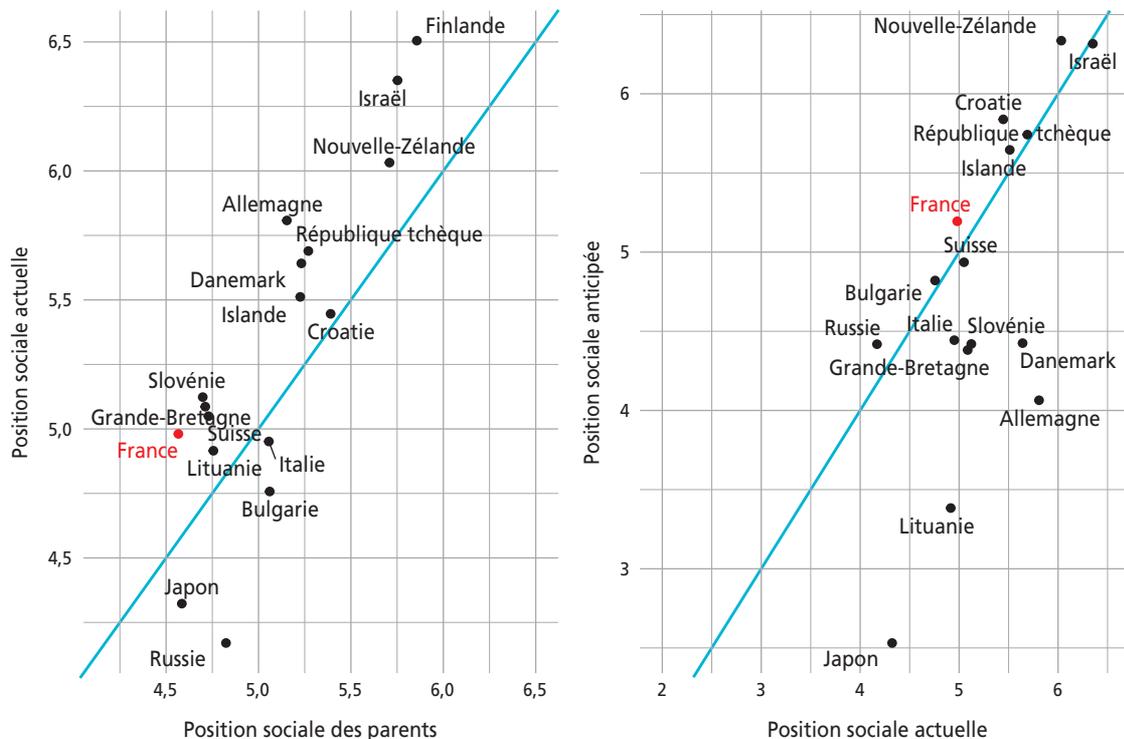


Figure 2.28

Un processus de « retour à la moyenne » ?

Les graphiques suivants permettent de préciser ces observations agrégées dans le cas de la France.

Les Figures 2.29 et 2.30 illustrent le poids des personnes qui se voient sur une trajectoire intra- ou inter-générationnelle ascendante, stable ou descendante, en fonction de différents critères. Peu de gens pensent être issus de parents occupant les échelons sociaux les plus élevés (8, 9 et 10). Ceux qui situent leurs parents sur les échelons inférieurs se voient pour la plupart sur une trajectoire ascendante par rapport à ces derniers.

Si l'on fait abstraction des effectifs et que l'on s'intéresse aux perceptions au sein de chaque échelon, il est frappant de constater que jusqu'à l'échelon 4, la majorité des gens se voient sur une

trajectoire ascendante par rapport à la position relative de leurs parents, alors que, de manière symétrique, la plupart des personnes qui pensent être issues de parents en position relativement favorisée se voient sur une trajectoire descendante. Ainsi, la mobilité intergénérationnelle telle que les Français l’imaginent peut être décrite comme un processus de « retour à la moyenne ».

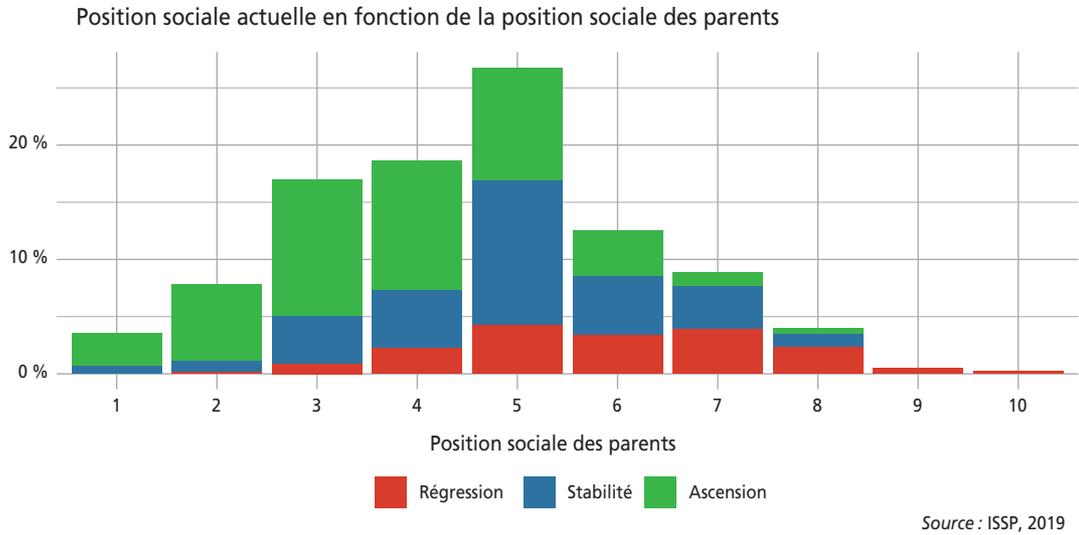


Figure 2.29

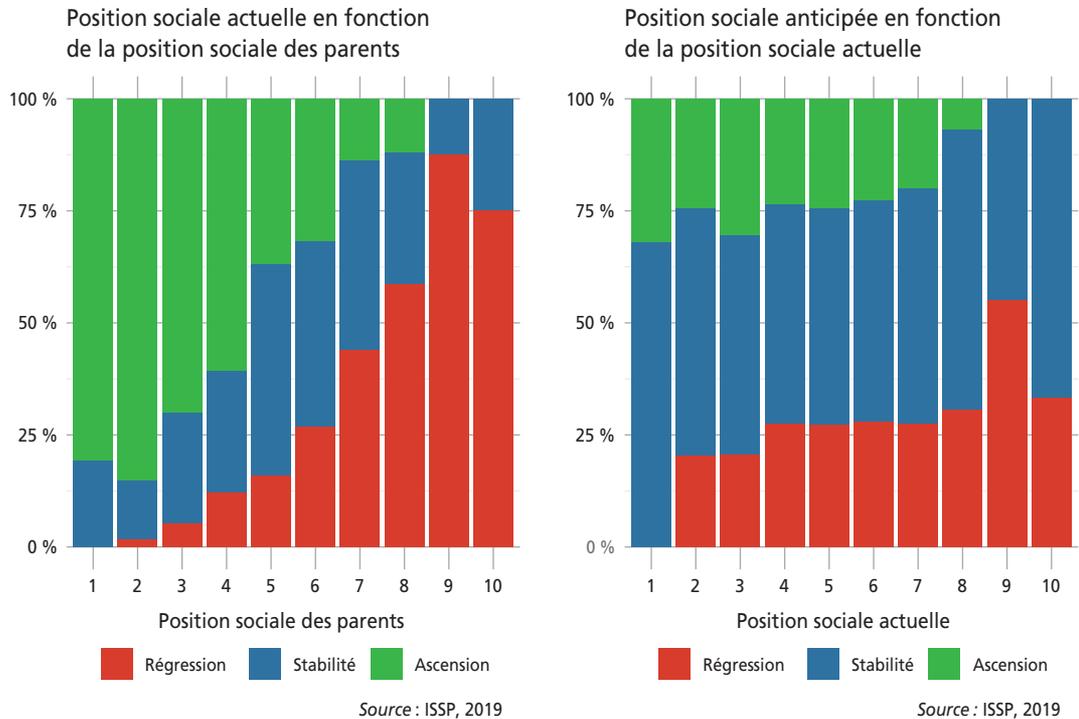


Figure 2.30

En revanche, pour ce qui est de la mobilité personnelle anticipée (intragénérationnelle), cette perception de retour à la moyenne est atténuée, et la stabilité est la perception largement majoritaire.

Revenu, classe sociale et positionnement politique

Les figures suivantes distinguent ces perceptions selon le revenu des individus enquêtés. Ceux du quintile le plus pauvre (moins de 1 067 euros) pensent occuper une position moins élevée que celle de leurs parents, mais anticipent une progression. Les trois quintiles au-dessus se voient sur une trajectoire ascendante à la fois intergénérationnelle et intragénérationnelle. Cependant les deux quintiles les plus riches n'anticipent plus de mobilité ascendante, bien qu'ils se situent en moyenne aux alentours du sixième barreau de l'échelle sociale (Figure 2.31).

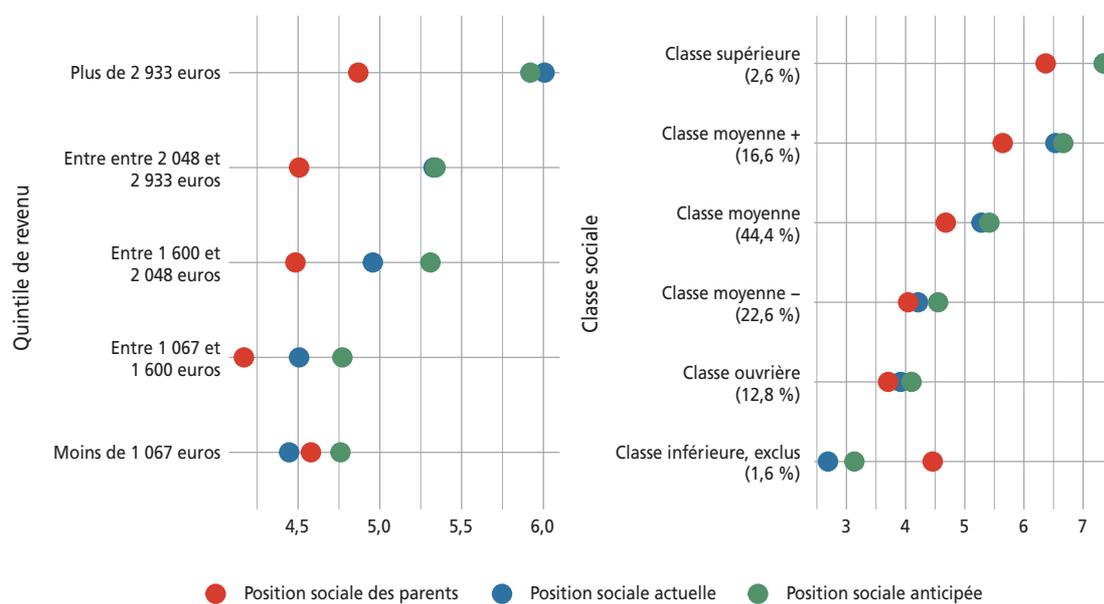


Figure 2.31

Pour ce qui est de la classe sociale perçue, seuls ceux qui se voient dans la « classe inférieure ou des exclus » perçoivent une mobilité descendante par rapport à leur parents. Toutes les autres classes se voient sur une trajectoire intergénérationnelle et intragénérationnelle ascendante.

La trajectoire perçue est-elle liée à la représentation que les individus se font de la société ? La Figure 2.32 montre que ceux qui voient la société comme un sapin ou une toupie (peu de pauvres) sont beaucoup plus optimistes quant à leur propre trajectoire (et se positionnent au-dessus de l'échelon médian). Ceux qui l'imaginent comme une pyramide perçoivent une mobilité intergénérationnelle – mais pas intragénérationnelle – ascendante, et se positionnent légèrement au-dessus de l'échelon médian. De façon surprenante, ceux qui l'imaginent comme un sablier (société polarisée) pensent également être sur une trajectoire dynamique, même s'ils se positionnent au bas de l'échelle, au-dessus de l'échelon médian.

Enfin, en ce qui concerne le lien avec le positionnement politique (panneau de droite), c'est à droite que la mobilité ascendante est perçue comme la plus forte. Bien entendu, en termes de

niveau, la droite et le centre se positionnent sur des échelons plus élevés que les autres sensibilités politiques (au-dessus de 5).

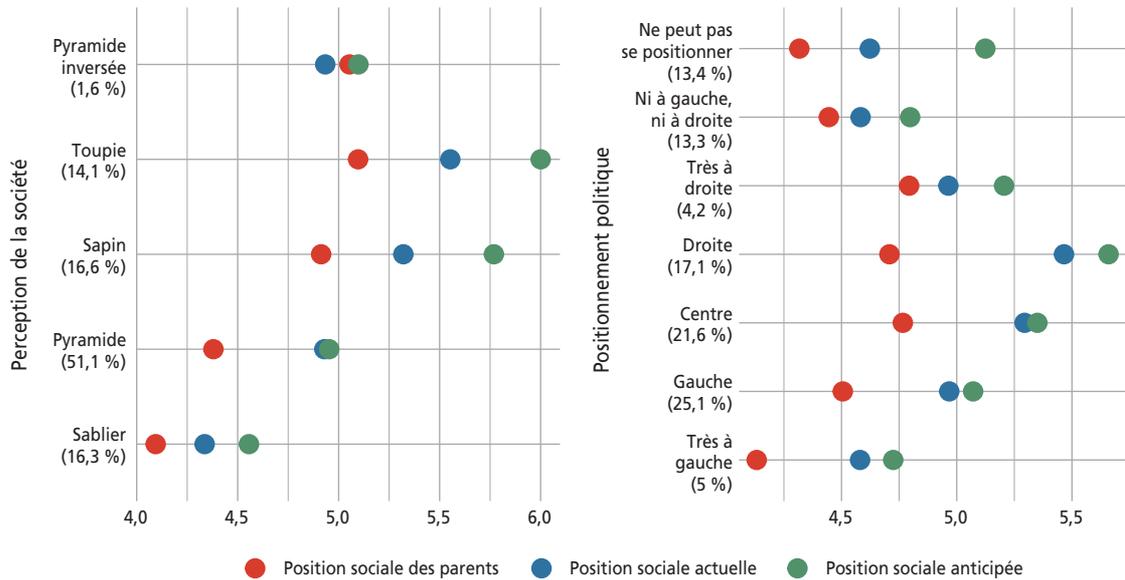


Figure 2.32

Au total, malgré une vision assez inégalitaire de la société dans son ensemble, pour ce qui est de leur position personnelle et surtout de leur trajectoire personnelle de mobilité sociale intergénérationnelle (par rapport à leurs parents) et intragénérationnelle (anticipée pour eux-mêmes), les Français, à l’exception de ceux qui se voient tout en bas de l’échelle sociale, se montrent assez optimistes.

Qu’il s’agisse de leur situation présente ou de leurs anticipations, ces chapitres illustrent ainsi ce trait de la psychologie sociale des Français, à savoir la dissociation entre l’image négative qu’ils se font de la société et l’idée plus favorable de leur propre sort.

Annexes

Données

L’enquête française *Inégalités sociales* a été conduite via le panel Elipss entre mars et avril 2021, auprès d’un échantillon national représentatif de panélistes. Les résultats sont présentés ici pour les 1 674 réponses valides. Ils sont redressés en fonction du genre, de l’âge et de la catégorie socio-professionnelle pour compenser les biais d’échantillonnage. Les données françaises sont accessibles sur le portail Quetelet Progedo Diffusion, et les données internationales sur le portail Gesis.

ISSP, ZA7600 (v2.0.0), doi :10.4232/1.13829

Définition du positionnement et de la mobilité sociale

Position sociale actuelle : Dans notre société, il y a des groupes qui sont plutôt au sommet de la société et d’autres qui sont plutôt en bas. Voici une échelle qui va du sommet au bas. Où vous situeriez-vous sur cette échelle ? (de 1 à 10)

Position sociale des parents : Et lorsque vous pensez à la famille où vous avez grandi, où l'aeriez-vous située sur cette échelle ? (de 1 à 10)

Position sociale anticipée : Et dans 10 ans, où pensez-vous être situé sur cette échelle ? (de 1 à 10)

Mobilité sociale inter-générationnelle : position actuelle – position des parents ?

Mobilité sociale intra-générationnelle : position anticipée – position actuelle.

Variables de segmentation

Quintiles de revenus : nous les définissons à l'aide de la distribution des revenus dans l'enquête.

Classes sociales : À quelle classe sociale diriez-vous que vous appartenez ?

- La classe inférieure, les exclus
- La classe moyenne inférieure
- La classe moyenne
- La classe moyenne supérieure
- La classe supérieure

Positionnement politique : En politique, les gens parlent de gauche et de droite. Vous-même, diriez-vous que vous vous situez...

- très à gauche
- à gauche
- au centre
- à droite
- très à droite
- ni gauche, ni de droite
- ne peut pas se positionner

Bibliographie

- Abbas, Hicham, et Michaël Sicsic. 2022a. « [Qui gravit l'échelle des revenus par rapport à ses parents ?](#) » 2022-04.
- Abbas, Hicham, et Michaël Sicsic. 2022b. « [Une nouvelle mesure de la mobilité intergénérationnelle des revenus en France](#) ». 73. Insee Analyses. Paris : Insee.
- Alesina, Alberto, Stefanie Stantcheva, et Edoardo Teso. 2018. « [Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution](#) ». *American Economic Review* 108 (2) : 521-54.
- Lefranc, Arnaud 2018. « [Intergenerational Earnings Persistence and Economic Inequality in the Long Run : Evidence from French Cohorts, 1931–75,](#) » *Economica*, 85(340) : 808-845.
- Lefranc, Arnaud, et Alain Trannoy. 2005. « [Intergenerational Earnings Mobility in France : Is France More Mobile than the US ?](#) » *Annales d'Économie et de Statistique*, n° 78 : 57-77.
- OCDE. 2019. « [L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale](#) ». OCDE Éditions.

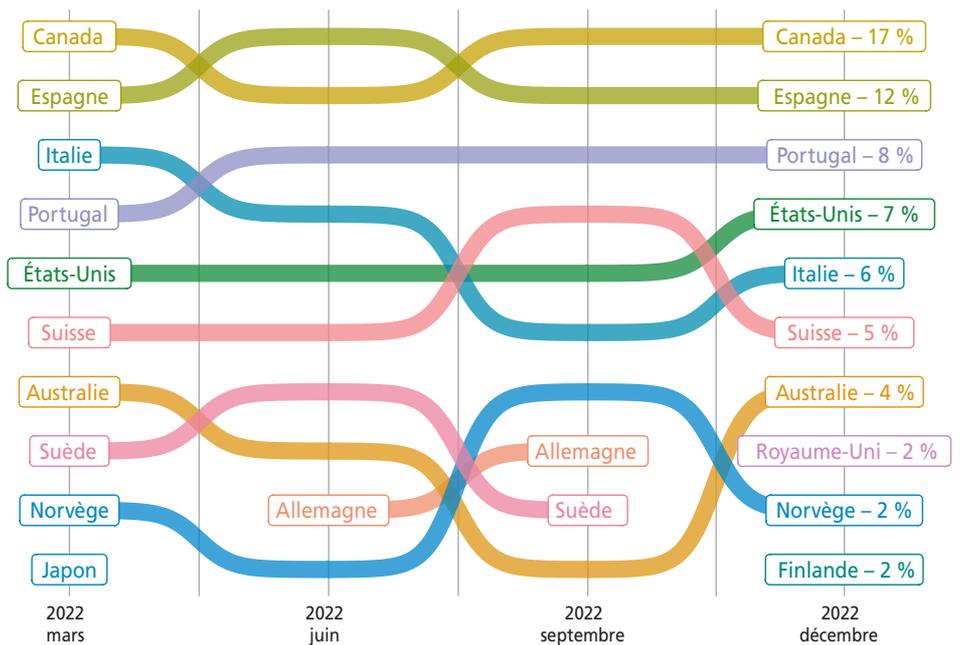
prendre en compte séparément les collectivités françaises d'outre-mer. Sur trois vagues trimestrielles, nous recueillons un total de 137 pays et territoires différents¹.

La formulation de notre question suggérait le choix d'un pays étranger. Pourtant, la France est de très loin le pays le plus souvent choisi, avec 43 % des réponses². En dépit de leur insatisfaction et de leur pessimisme affichés, les Français ne semblent donc pas rêver de quitter à leur pays.

Pour la Figure 2.33, nous avons construit un nuage de mots mettant en évidence les pays les plus fréquemment cités, en incluant la France (panneau du haut) ou en ne retenant que les autres pays (panneau du bas). Parmi les pays étrangers, le Canada arrive en tête, avec 17 % des réponses, suivi par l'Espagne, le Portugal et l'Italie, qui rassemblent au total 30 % des réponses. Les États-Unis n'arrivent qu'en cinquième position, avec un peu moins de 6 % de réponses. La domination du violet dans le nuage de points montre qu'au-delà des pays les plus choisis, les destinations européennes dominent largement : à l'exception du Canada et des États-Unis, les Français citent le plus fréquemment des pays géographiquement proches.

Lorsque l'on s'intéresse aux dix pays les plus choisis, le haut du classement est donc remarquablement stable (Figure 2.34) : si l'on intègre la Suisse aux pays déjà cités, nous avons là les six pays les plus choisis à chaque trimestre depuis mars 2022.

Les dix pays les plus choisis : enquête Camme



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.34

Lecture : en décembre 2021, le Canada a réuni 17 % des réponses autres que la France.

1. En janvier 2023, 247 codes ISO 3166-1 alpha-3 sont définis.
2. Nous excluons dans l'ensemble de ce travail les non-réponses et les refus de répondre.

Ce classement recoupe assez largement celui établi à partir du Gallup World Poll. Couvrant la quasi-totalité des pays du monde, cette enquête comporte en effet une question sur le pays vers lequel on voudrait émigrer (Figure 2.35). On y voit qu'internationalement la France continue d'être une destination de référence, avec 4 % des réponses mondiales. À l'échelle mondiale, les États-Unis font plus rêver qu'en France (18 % dans Gallup contre 7 % dans notre enquête). Les Français dans notre enquête affichent une préférence plus marquée pour le Canada – qui a sans doute l'image d'une synthèse entre la France et l'Amérique – ainsi que pour les pays du Sud de l'Europe.

Pays vers lequel le plus de répondants désirent émigrer

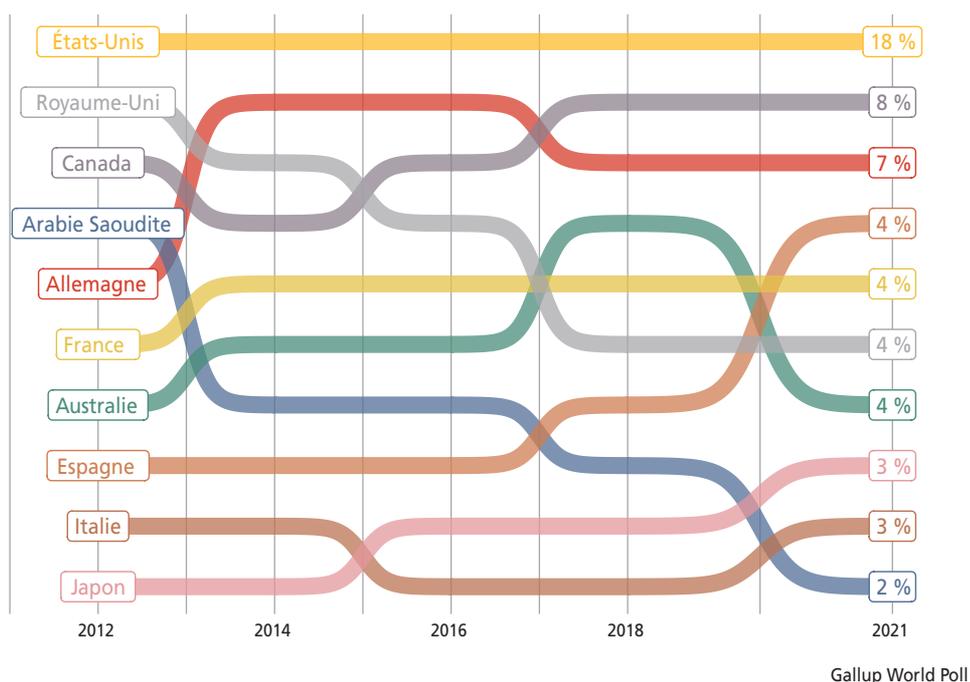


Figure 2.35

UN HAUT DE CLASSEMENT CONSENSUEL, DES CONTRASTES ENSUITE

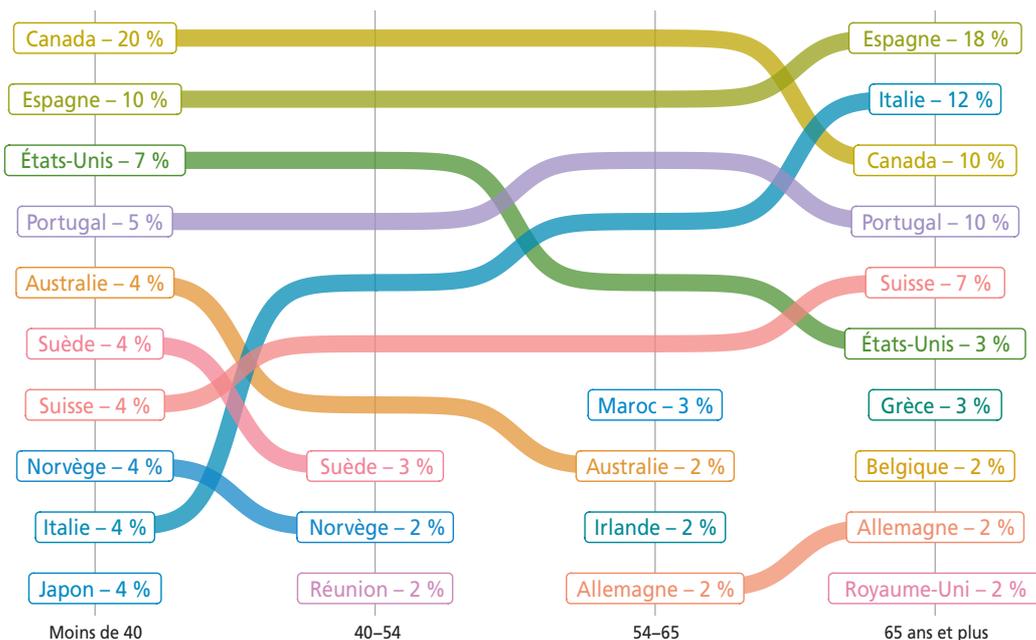
Dans ses grandes lignes, ce classement fait consensus. Qu'il s'agisse des réponses des hommes ou des femmes, les sept pays les plus choisis sont les mêmes, avec des changements mineurs sur l'ordre du troisième au cinquième. La préférence pour la France est un peu plus marquée pour les femmes (45 %) que pour les hommes (42 %). Il faut descendre plus bas dans le classement pour voir apparaître des différences entre les sexes, avec la Norvège et le Royaume-Uni dans les pays les plus cités par les femmes, mais pas par les hommes, qui leur préfèrent l'Allemagne et le Japon.

Les contrastes selon l'âge sont plus marqués. Les plus jeunes (moins de 40 ans dans notre échantillon¹) sont 28 % à choisir la France, une part qui augmente avec l'âge pour atteindre

1. Réalisée par téléphone sur des ménages redevables de la taxe d'habitation, l'enquête Camme ne couvre un peu moins bien les jeunes adultes. Les classes d'âges que nous utilisons ici sont déterminées en fonction des observations disponibles plutôt que de la distribution effective des âges dans la population Française.

40 % chez les 54-65 ans et 55 % chez les plus de 65 ans. Les choix de pays (Figure 2.36) révèlent que l'attrance pour le Canada provient de la partie la plus jeune de notre échantillon : 20 % des réponses hors France chez les moins de 40 ans, contre 10 % chez les plus de 65 ans. Inversement, l'Espagne, et surtout l'Italie, sont davantage populaires chez les plus âgés. Certains pays n'apparaissent, au bas du classement des 10 pays préférés, que dans certaines générations, comme le Japon chez les plus jeunes¹ ou le Maroc, en septième position chez les 54-65 ans.

Les dix pays les plus choisis selon la classe d'âge



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.36

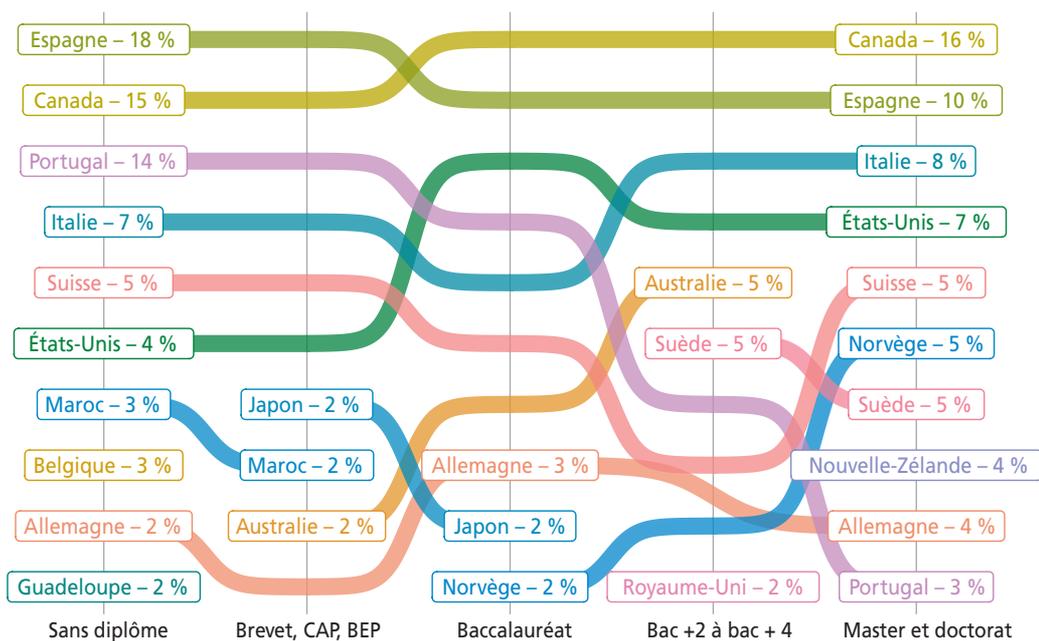
On remarque, en étudiant le nuage de mots, des présences relativement discrètes mais significatives dans les réponses. D'une part, les départements, collectivités et territoires d'outre-mer, que notre nomenclature permet de distinguer de la France métropolitaine. À eux seuls, les DOM (plus Mayotte) rassemblent 3 % des réponses, et se classeraient en huitième position de l'ensemble. Avec les autres territoires et collectivités, ils montent encore d'une place. D'autre part, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et le Sénégal apparaissent nettement. Les pays issus des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord atteignent ainsi 2,6 % des réponses, et ceux d'Afrique sub-saharienne 1,1 %. La présence de ces pays et territoires illustre l'influence des trajectoires individuelles et familiales, un facteur qui contribue peut-être à expliquer la place du Portugal.

Socialement parlant, le revenu semble faire peu de différence. Au bas du classement, le Japon est remplacé par l'Allemagne chez les plus riches, et le Maroc apparaît dans les réponses du tiers inférieur des revenus, ce qui peut correspondre à des effets d'âge. Le niveau de diplôme est lui

1. Les dessins animés japonais ont commencé à connaître une diffusion massive en France à partir de 1978. La première génération largement exposée aux exportations culturelles nippones dépasse donc aujourd'hui les 40 ans.

aussi fortement tributaire des effets de génération¹, mais fait apparaître certains contrastes. La préférence pour la France est plus marquée (55 % des réponses) chez les non diplômés, pour la plupart âgés, et elle tombe à 38 % chez les bacheliers ainsi que chez les titulaires d'un diplôme de niveau supérieur. Statistiquement, le fait de ne disposer à ce jour que de trois vagues entraîne un peu d'instabilité dans notre classement lorsqu'on le découpe ainsi en cinq catégories. Le haut du classement (Figure 2.37) dépend peu du diplôme, à l'exception du Portugal nettement moins souvent mentionné par les diplômés de l'enseignement supérieur. À l'inverse, les pays nordiques (Suède, Norvège) ont plus de succès auprès de ces derniers.

Les dix pays les plus choisis selon le niveau de diplôme



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.37

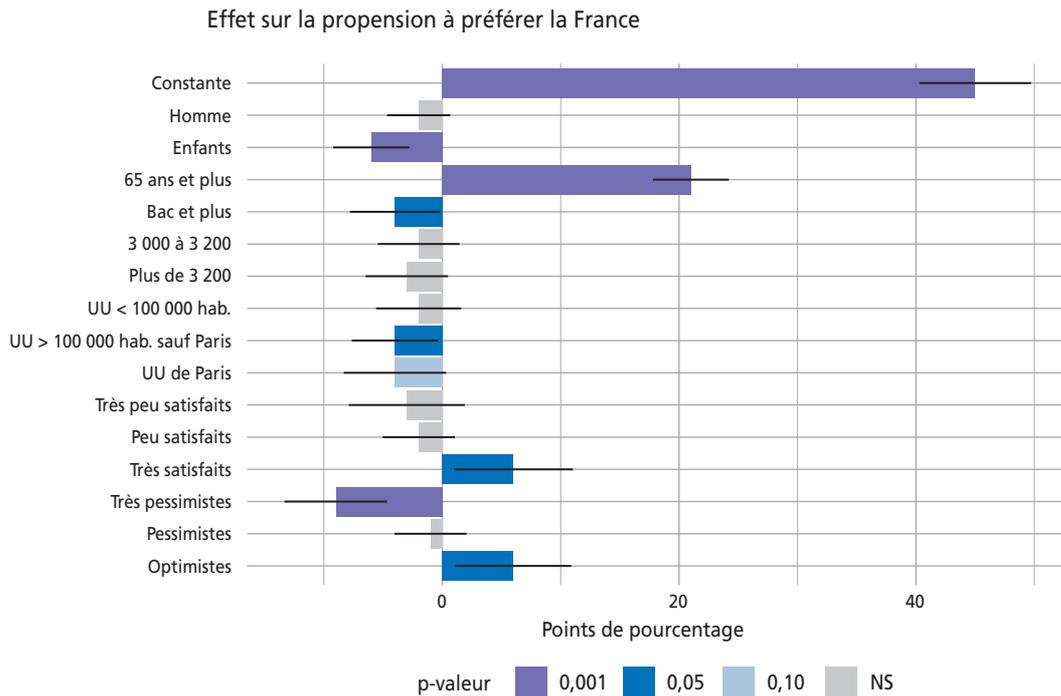
Ce consensus relatif se retrouve si nous croisons les réponses avec des dimensions de bien-être subjectif plutôt que des éléments socio-démographiques. Le classement des six pays étrangers les plus cités évolue peu lorsque l'on passe des personnes les plus insatisfaites de leur vie aux plus satisfaites, ou que l'on passe des personnes les plus pessimistes sur l'avenir de la prochaine génération en France aux plus optimistes.

Le niveau de bien-être joue davantage sur la propension à choisir spontanément la France. Les plus optimistes sur l'avenir du pays sont 50 % à le citer en réponse à cette question, contre tout de même 34 % des plus pessimistes – soit trois fois plus que le Canada, premier pays étranger. Le gradient est un peu plus faible lorsque l'on considère la satisfaction générale à l'égard de sa vie actuelle (la France est choisie par 44 % des plus satisfaits, et par 35 % des moins satisfaits).

1. Dans l'édition 2022 de *La France, Portrait social*, l'Insee indique que les titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur représentent plus de 70 % des 25-34 ans, contre 41 % des 55-64 ans.

QUI PRÉFÈRE LA FRANCE ?

L'analyse qui suit révèle que ce sont les plus diplômées, les plus âgés, les plus satisfaits de leur vie et les plus optimistes qui ont le plus de chances de choisir la France comme pays de résidence préféré. Afin de déterminer le poids relatif de ces éléments, nous effectuons une décomposition (formellement, une régression) de la probabilité pour une personne de choisir la France, en fonction de ce que nous savons d'elle grâce à l'enquête (Figure 2.38).



Source : Plate-forme « Bien-être » de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.38

Coefficients d'une régression logistique sur la probabilité de choisir la France en réponse à la question sur le pays où on aimerait vivre. Modalités de référence : Femme, Sans enfants, Moins de 65 ans, Diplôme inférieur au baccalauréat, Revenu mensuel du ménage inférieur à 2 000 €, Commune rurale, Satisfaction dans la vie 7-8, Perspectives de la prochaine génération 5-6. La couleur des barres reflète la significativité statistique du coefficient. Les barres grises indiquent des effets qui ne sont pas statistiquement différents de zéro.

Pour ce faire, nous définissons un point de départ : ici, une femme sans enfants de moins de 14 ans avec elle, âgée de moins de 65 ans, titulaire d'un diplôme inférieur au baccalauréat, vivant dans un ménage aux revenus mensuels inférieurs à 2 000 €, dans une commune rurale, qui déclare une satisfaction dans la vie de 7 ou 8 (les modalités les plus fréquentes) et une appréciation des perspectives de la prochaine génération en France de 5 ou 6 (*idem*). Cette personne fictive aurait une probabilité de 45 % de déclarer préférer la France en réponse à la question qui nous intéresse ici. Nous pouvons alors examiner les différences liées à la variation de l'une de ces caractéristiques, toutes choses égales par ailleurs. Nous voyons (barres grises) que le sexe et le

revenu n'ont pas d'effet significatif sur cette préférence. L'âge joue en revanche un rôle majeur, avec une forme d'effet de seuil : les personnes de plus de 65 ans ont une propension nettement plus forte à préférer la France – 20 points de pourcentage de plus – que les plus jeunes. La présence d'enfant(s) dans le ménage réduit en revanche la préférence pour la France. Être titulaire d'un diplôme supérieur au baccalauréat ou d'habiter dans une grande ville réduisent également de quelques points la probabilité de déclarer préférer la France.

En termes de bien-être, nous constatons que les personnes qui se positionnent au sommet de l'échelle de satisfaction dans la vie (9 ou 10) sont plus enclines à indiquer la France dans leur réponse à la question posée (6 points de pourcentage de plus). L'appréciation des perspectives de la prochaine génération est également décisive : être très pessimiste (0 ou 1 sur l'échelle de 0 à 10) réduit en moyenne de 9 points de pourcentage la probabilité de choisir la France, tandis qu'être optimiste (de 7 à 10) augmente cette propension de 6 points. Au total, un niveau plus élevé de bien-être subjectif accroît donc la propension à choisir la France.

L'ATTRAIT DE LA PROXIMITÉ

Les futures vagues de l'enquête nous permettront de séparer encore plus finement les éléments de choix relatifs à l'âge, au revenu, au niveau de diplôme et au bien-être. Toutefois, il apparaît déjà que les Français font d'abord le choix de la proximité lorsqu'ils répondent à cette question. D'une part, parce que la réponse « France » domine, même chez les plus insatisfaits ou les plus mobiles (jeunes et diplômés). D'autre part, parce que la sélection est dominée par des pays qui entretiennent de forts liens de proximité avec la France, liés à la langue, comme le Canada, ou des liens géographiques et historiques. Le plus souvent, il s'agit de plusieurs liens à la fois, comme pour les pays d'Europe du Sud, qui sont à l'origine des grandes vagues migratoires des XIX^e et XX^e siècles, les départements, territoires et collectivités françaises d'outre-mer, et les pays qui ont été des colonies françaises. Seuls les États-Unis représentent un modèle radicalement différent, qui séduit un peu plus les jeunes et les plus diplômés, mais reste à une place très en retrait pour les répondants Français, par rapport à l'attrait que le pays suscite à l'échelle mondiale.